

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

N° 122 – 4^{ème} trimestre 2004

- Réunion -

Sommaire

<i>Synthèse</i>	2
<i>1. L'évolution financière</i>	4
<i>1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit</i>	4
<i>1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	7
<i>1.2.1 Ensemble des actifs financiers</i>	7
<i>1.2.2 Dépôts à vue</i>	9
<i>1.2.3 Placements liquides ou à court terme</i>	11
<i>1.2.4 Epargne à long terme</i>	13
<i>1.2.5 Données historiques sur l'épargne collectée</i>	17
<i>1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	19
<i>1.3.1 Ensemble des concours consentis</i>	19
<i>1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux</i>	21
<i>1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement</i>	25
<i>1.3.4 Données historiques sur les concours distribués</i>	27
<i>1.4 Position extérieure nette du système bancaire local</i>	30
<i>1.5 Equilibre entre épargne et crédits par agents économiques</i>	31
<i>2. Rappel des taux</i>	32
<i>2.1 Taux du marché</i>	33
<i>2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire</i>	33
<i>2.1.2 Taux de base bancaire</i>	33
<i>2.2 Taux d'intérêt légal</i>	34
<i>2.3 Taux de l'usure</i>	34
<i>2.3.1 Crédits aux particuliers</i>	34
<i>2.3.2 Crédits aux entreprises</i>	34
<i>2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	35
<i>3. Monnaie Fiduciaire</i>	38
<i>3.1 Emission de billets en euros</i>	39
<i>3.2 Emission de pièces en euros</i>	40

Synthèse

Dans un contexte mondial où l'évolution des principaux marchés, notamment celui du pétrole mais aussi celui des taux, pèse sur les perspectives des économies, le suivi de ces indicateurs (cours du pétrole, taux d'intérêt et taux de change) est précieux pour l'action des banques centrales. Compte tenu de l'accroissement de la demande, tirée notamment par la Chine et des difficultés structurelles à ajuster l'offre, les cours du pétrole devraient s'installer durablement à des niveaux supérieurs à 30 \$ le baril.

Le taux de change euro/dollar semble désormais stabilisé, le dollar évoluant dans une fourchette étroite par rapport à l'euro. La croissance américaine étant solidement ancrée, une nouvelle baisse du dollar aggraverait le déficit commercial et pèserait sur l'inflation.

Les taux d'intérêts à court terme sont toujours très bas, aux Etats Unis comme en Europe, mais ces deux marchés montrent des signes de relèvement progressif. S'agissant des taux à long terme, le niveau est également historiquement bas en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, en particulier sur les durées longues, avec une rémunération de seulement 1 à 1,5 % au dessus de l'inflation. Au regard d'une reprise économique bien réelle (2 à 2,5 % en Europe et 3 à 4 % aux USA et au Japon), les taux actuels constituent une limite basse et les anticipations sont plutôt à la hausse qu'à la baisse.

A cette situation, déjà particulièrement favorable pour les emprunteurs, s'est ajouté depuis cinq ans en Europe comme aux Etats-Unis, un phénomène de réduction des primes de risques crédit, c'est-à-dire du différentiel de taux entre les emprunts effectués par les agents économiques et ceux contractés par le Trésor. Il en résulte une progression générale des encours de crédits, à un rythme bien supérieur à celui du PIB en valeur des différents pays. Cet afflux de liquidités a permis aux économies de franchir un certain nombre de caps et de faire face à certaines pénuries, mais nécessite un cadrage étroit pour prévenir tout effet inflationniste.

En France, le risque de bulle concerne plus particulièrement le marché immobilier, l'accélération de la hausse des prix depuis 1999 devenant de plus en plus difficilement soutenable si elle devait se poursuivre aujourd'hui. Les marchés actions sont en revanche plutôt calmes, la forte correction ayant suivie la période 1999/2000 se traduisant par une prudence accrue des investisseurs dans les anticipations de retour sur investissement et une reprise par conséquent modérée.

A la Réunion, le dynamisme du marché de la distribution du crédit s'est confirmé pour les banques de la place, avec une accélération de la croissance des encours au quatrième trimestre (+ 28,7 % en rythme annuel, soit + 538 millions d'€) qui porte globalement à + 12,7 % la progression sur l'ensemble de l'année 2004 (919 millions d'€ d'encours supplémentaire).

L'évolution la plus remarquable, au quatrième trimestre comme sur l'ensemble de l'année, concerne les crédits d'équipements accordés par le système bancaire local, dont l'encours progresse de plus de 18 % en 2004 (+ 333 millions d'€) contre moins de 10 % en 2003 (+ 160 millions d'€). Désormais, le financement de l'investissement des entreprises constitue près de 27 % (2,2 milliards d'€) de l'ensemble des crédits accordés par le secteur bancaire local au 31/12/2004. Les crédits à l'habitat restent toutefois la catégorie la plus représentée avec près de 36 % de l'ensemble des concours (2,9 milliards d'euros au 31/12/2004) et sont également en progression rapide en 2004 (près de 16 % contre + 13,5 % en 2003). En revanche, il convient de noter le ralentissement des financements à la consommation en faveur des particuliers (+ 7,7 % en 2004 après + 8,7 % en 2003). Par agent, les engagements en faveur des entreprises et des entrepreneurs individuels ont cru plus rapidement (respectivement + 13,9 % et + 12,7 %) que ceux en direction des particuliers (+ 11,4 %). Ces derniers restent les premiers emprunteurs (45,1 % du total) devant les entreprises (37,2 %) et les entrepreneurs individuels (10,9 %).

Le système bancaire local contribue de plus en plus largement au financement de l'économie avec 74 % de l'ensemble des concours au 31 décembre 2004 contre 72 % un an plus tôt, mouvement qui se fait au détriment des établissements de crédit "hors place".

Au quatrième trimestre 2004, l'encours global des actifs financiers (dépôts à vue, placements à court terme, épargne à long terme) détenus par les agents économiques réunionnais auprès des établissements de crédit de la Réunion s'est apprécié de 434 millions d'€ (+ 21,4 % en rythme annuel) et atteint 7 805 millions d'euros. Sur un an, la progression est de + 9,5 % (+ 678 millions d'€) et marque un léger ralentissement par rapport à 2003 (+ 9,6 %). Un tiers de ces actifs est composé de placements liquides ou à court terme et près de 36 % est constitué d'actifs financiers à moyen et long terme, le solde correspondant aux dépôts à vue.

Avec un total de 4,9 milliards d'euros, les particuliers détiennent plus de 62 % de l'épargne financière collectée dans le département devant les sociétés non financières (22,5 % et 1,8 milliard d'€). L'encours des actifs financiers des particuliers a progressé de 432 millions d'€ en 2004, tandis que celui des crédits contractés s'est accru de 377 millions d'€ soit une progression de l'épargne financière nette de 55 millions d'€. En 2003, la situation était diamétralement opposée avec un accroissement de l'endettement net observé de 39 millions d'€. En l'absence présumée d'une hausse significative du revenu de ménages, le ralentissement des dépenses de consommation pourrait expliquer ces évolutions.

S'agissant des sociétés non financières et des entrepreneurs individuels, les ressources financières des premières ont été orientées à la hausse en 2004 (+ 221 millions d'€ après + 219 M€ en 2003), alors qu'elles ont diminué de 41 millions d'€ pour les seconds (+ 144 M€ en 2003). Parallèlement, leur endettement brut s'est accru respectivement de 384 M€ et de 99 M€ en 2004 (+290 M€ et + 54 M€ en 2003), traduisant dans les deux cas une forte augmentation de l'endettement net : +163 M€ pour les sociétés non financières en 2004 (après +71 M€ en 2003) et + 140 M€ pour les entrepreneurs individuels (après avoir enregistré une épargne nette de 90 millions d'€ en 2003). Le courant d'affaires de l'année 2004 ayant été satisfaisant, le niveau élevé de l'investissement constitue le principal élément d'explication de ces variations.

Pour le système bancaire local, la croissance plus rapide des octrois de crédits que de la collecte de dépôts se traduit par une augmentation sensible des besoins en liquidités et une dégradation de la position extérieure nette dont le déficit atteint 1,6 milliard d'euros au 31 décembre 2004, soit près de 20 % du total des crédits accordés par les banques locales. La distribution de crédits bancaires bénéficie toujours d'un environnement favorable en terme de taux d'intérêts (pour mémoire, la BCE maintient depuis 2003 une politique monétaire accommodante avec un taux de refinancement de 2%) et ne s'effectue pas au détriment de la maîtrise des risques.

En effet, le niveau de risques auquel est confronté le système bancaire local, matérialisé notamment par le rapport entre les créances douteuses brutes et le montant total des crédits consentis, reste contenu à 6,1 % en décembre 2004 (6,3 % en décembre 2003). Les créances douteuses brutes déclarées ont toutefois progressé de 30 millions d'euros au quatrième trimestre 2004 (les crédits consentis progressent sur la même période de 538 millions d'euros) et de 41 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2004.

Concernant le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, l'enquête réalisée au mois de janvier 2005 auprès des principales banques réunionnaises fait apparaître une nouvelle diminution de leurs conditions débitrices par rapport aux précédentes enquêtes. La baisse enregistrée atteint 40 points de base sur le semestre pour le taux moyen pondéré global (5,36 % en janvier 2005 contre 5,76 % en juillet 2004), et 50 points de base pour le taux moyen pondéré à court terme (5,65 % en janvier 2005 contre 6,15 % en juillet 2004). En revanche, le taux moyen des crédits à terme progresse de 19 points de base (4,72 % en janvier 2005 contre 4,53 % en juillet 2004), en liaison avec l'évolution des taux longs sur les marchés. En métropole, la dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises porte sur le mois d'octobre 2004 et révèle une légère remontée des conditions débitrices accordées aux entreprises sur toutes les catégories de crédit et sur toutes les maturités.

Enfin, l'enquête de conjoncture financière réalisée au quatrième trimestre 2004 auprès des dirigeants des établissements de crédit locaux (cf. chapitre 1.1 ci-après) confirme l'orientation favorable du secteur financier en fin d'année, que ce soit en matière de production de crédit (en faveur du financement de l'habitat des particuliers ou de l'investissement et de l'exploitation des entreprises) ou en matière de collecte des dépôts. Les prévisions pour le premier trimestre 2005 sont par contre beaucoup plus moroses, avec un ralentissement assez sensible de l'activité anticipé.

1. L'évolution financière

1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit

✓ Activité

L'enquête réalisée au quatrième trimestre 2004 auprès des dirigeants des établissements de crédit de la place fait ressortir une nouvelle progression de la production des concours à la clientèle dans le département. Les productions de crédits en direction de l'habitat et de l'équipement des entreprises demeurent particulièrement dynamiques, avec des soldes d'opinions très élevés. Les crédits d'exploitation aux entreprises se redressent également au cours du trimestre, reflétant en cela l'évolution observée au quatrième trimestre et les anticipations des dirigeants d'établissements précédemment interrogés. Seul le solde d'opinions concernant le financement de la consommation des particuliers s'inscrit en recul ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il demeure largement positif, corroborant le ralentissement observé au niveau de l'évolution des encours de crédit à la consommation. Les dirigeants des établissements anticipent par contre un fort ralentissement de l'activité de production de crédits au premier trimestre 2005, plus particulièrement marqué sur les crédits aux particuliers, que ce soit pour l'habitat ou la consommation. Seuls les crédits d'exploitation aux entreprises devraient ralentir de manière plus modérée. Cette dégradation des soldes d'opinion concernant le marché des particuliers s'inscrit en rupture par rapport à la tendance observée tout au long de l'année 2004, et apparaît plus marquée qu'au premier trimestre de l'année précédente.

La hausse des dépôts collectés en fin d'année a été plus faible que ne l'avaient anticipé les établissements interrogés la fin du troisième trimestre. A l'instar de ce qui avait été observé au premier trimestre 2004, la majeure partie des établissements prévoient une stabilisation de la collecte, se traduisant par un solde d'opinions en forte diminution pour le prochain trimestre.

✓ Exploitation

D'après les dirigeants des établissements de crédit, le produit net bancaire et le résultat ont enregistré une nouvelle progression au quatrième trimestre 2004, en raison notamment de la bonne tenue de la distribution de crédits. Les commissions prélevées s'inscrivent par contre en sensible baisse, comme au cours des deux premiers trimestres de l'année 2004. Les charges d'exploitation s'améliorent sur le trimestre, mais le coût du risque est en légère augmentation, en liaison avec la hausse de la couverture par les provisions. Une majorité des dirigeants des établissements de crédit prévoit une moindre progression des résultats de leur établissement au premier trimestre de l'exercice 2005.

✓ Autres indicateurs

Toujours selon l'opinion des dirigeants des établissements de crédit, le climat social est perçue plutôt favorablement en fin d'année et devrait se stabiliser, voire s'améliorer au premier trimestre 2005. En revanche, l'environnement économique général, stable au quatrième trimestre 2004, enregistre une dégradation des opinions pour le premier trimestre 2005.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (16 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte douze questions, visant à saisir, sous forme de flèches, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux prêts, ainsi que des opinions relatives à des situations (Produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions sur créances douteuses, résultat, effectifs, climat social et environnement économique).

Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts).

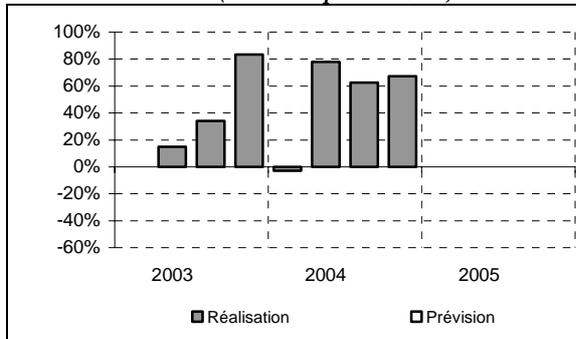
Les chiffres ainsi obtenus, donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

1. L'évolution financière

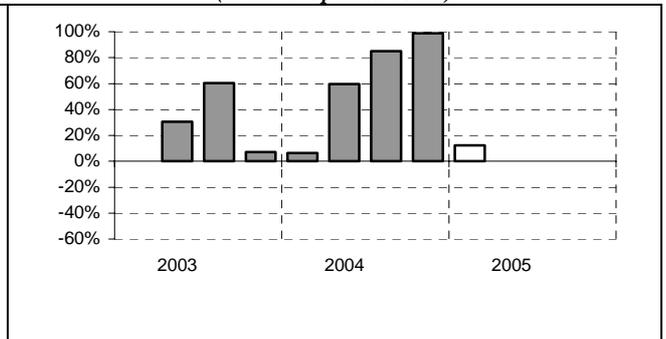
Principaux résultats de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 31 décembre 2004

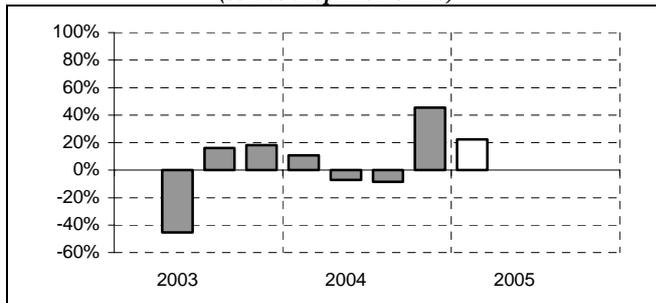
Tendance des dépôts collectés
(soldes d'opinion bruts)



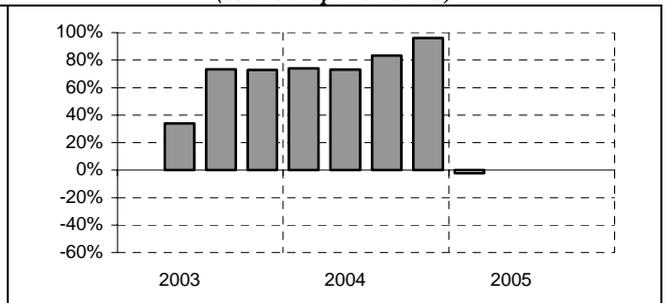
Production de crédits d'équipement aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



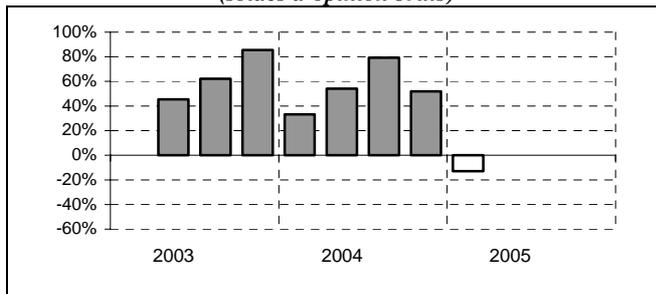
Production de crédits d'exploitation aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



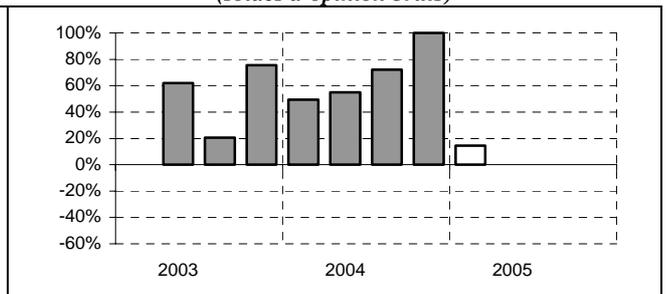
Production de crédits à l'habitat des particuliers
(soldes d'opinion bruts)



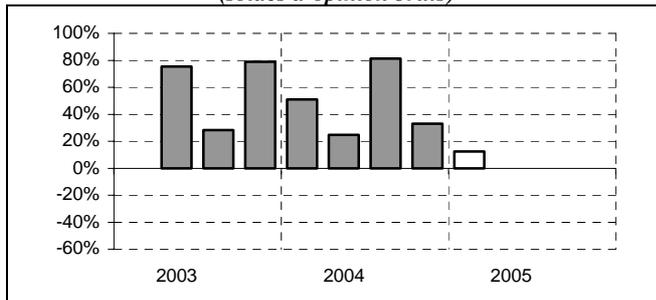
Production de crédits à la consommation (particuliers)
(soldes d'opinion bruts)



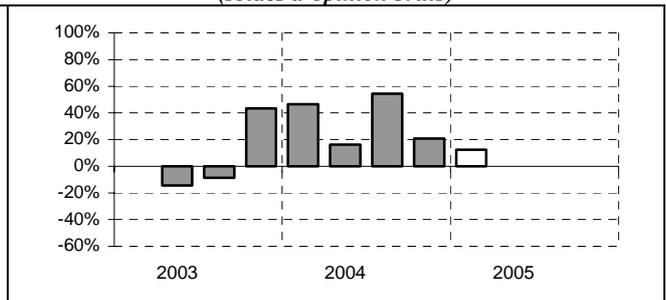
Tendance du produit net bancaire
(soldes d'opinion bruts)



Tendance des commissions prélevées
(soldes d'opinion bruts)



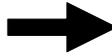
Tendance du coût du risque
(soldes d'opinion bruts)



1. L'évolution financière

Résultats détaillés de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 31 décembre 2004¹

	<i>pour mémoire</i> <i>PREVISIONS</i> <i>établies</i> <i>au trimestre</i> <i>précédent</i>	EVOLUTION enregistrée au 4ème trim. 2004 par rapport au 3ème trim. 2004	PREVISIONS établies au 4ème trim. 2004 pour le 1er trim. 2005
1. Dépôts	84,60%	 67,39%	 0,00%
2. Crédits d'équipement aux entreprises	77,88%	 98,75%	 12,25%
3. Crédits d'exploitation aux entreprises	22,40%	 45,51%	 22,30%
4. Crédits à l'habitat des Particuliers	78,66%	 96,01%	 -2,24%
5. Crédits à la consommation des Particuliers	64,94%	 51,85%	 -12,97%
6. Produit net bancaire	71,97%	 100,00%	 14,50%
7. Commissions	48,23%	 32,94%	 12,36%
8. Charges d'exploitation	8,67%	Amélioration 11,86%	Dégradation 0,00%
9. Provisions - Coût du risque	14,71%	Dégradation 20,66%	Stabilité 12,36%
10. Résultat	70,45%	 99,61%	 47,11%
11. Effectifs	1,03%	 -9,62%	 43,61%
12. Climat social	0,00%	Stabilité 0,00%	Amélioration 44,37%
13. Environnement économique	24,22%	Stabilité 24,57%	Dégradation -0,76%

¹ Etablissements concernés par cette enquête : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefî, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem et la Poste.

1. L'évolution financière

1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 Ensemble des actifs financiers

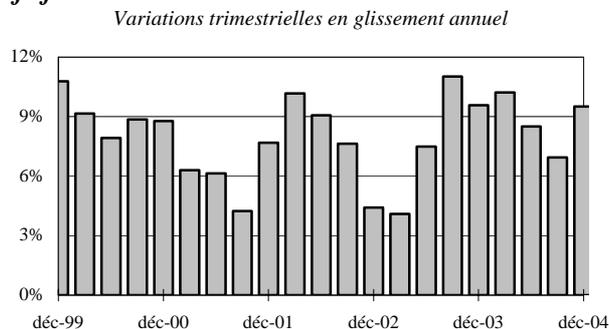
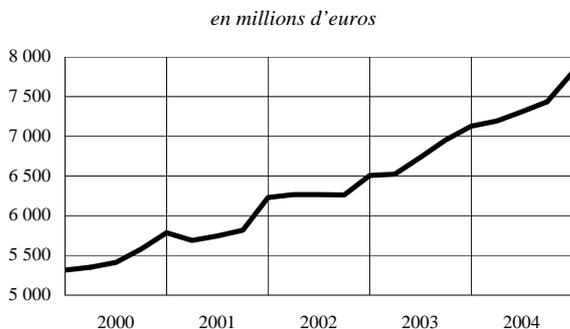
Au quatrième trimestre 2004, l'encours global des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais auprès des établissements de crédit de la Réunion s'établit à 7 805 millions d'euros et progresse de + 21,4 % en rythme annuel au quatrième trimestre 2004 (contre + 7,2 % au troisième trimestre). La progression observée sur les douze derniers mois s'établit ainsi à + 9,5 % (contre + 9,6 % à la fin de l'année précédente).

Un tiers de ces actifs est composé de placements liquides ou à court terme et près de 36 % est constitué d'actifs financiers à moyen et long terme, le solde correspondant aux dépôts à vue.

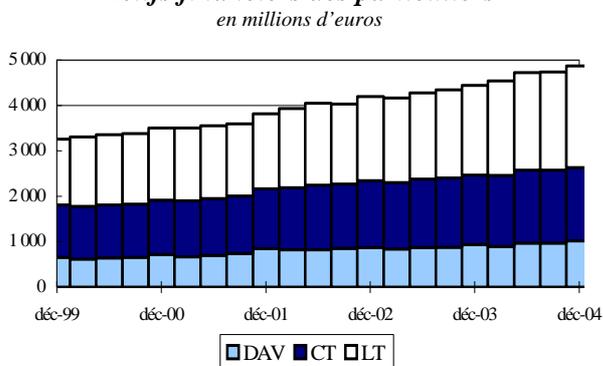
Les particuliers demeurent les principaux détenteurs de l'épargne financière collectée dans le département (62,4 % en décembre 2004) devant les sociétés non financières (22,5 %). L'épargne des particuliers est majoritairement dirigée vers les placements à long terme (46,0 % en décembre 2004 contre 44,4 % un an auparavant), tandis que celle des sociétés non financières est plutôt conservée sous forme de liquidités à vue (50,8 % en décembre 2004).

Evolution des actifs financiers

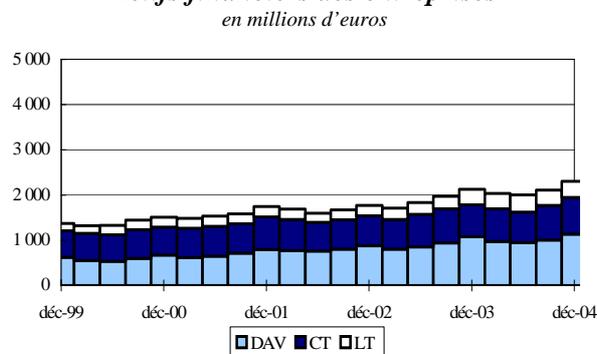
Ensemble des actifs financiers



Actifs financiers des particuliers



Actifs financiers des entreprises



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
En millions d'euros				
Au 31 décembre 2004	2 402	2 620	2 783	7 805
Part en %	30,8%	33,6%	35,7%	100%
Au 31 décembre 2003	2 234	2 403	2 489	7 127
Part en %	31,4%	33,7%	34,9%	100%

Evolution par catégorie de placement en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
En millions d'euros	167	217	294	678
Variation en %	7,5%	9,0%	11,8%	9,5%
Variation 2003 / 2002				
En millions d'euros	310	47	265	622
Variation en %	16,1%	2,0%	11,9%	9,6%

Répartition des actifs financiers par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	4 869	546	1 759	630	7 805
Part en %	62,4%	7,0%	22,5%	8,1%	100%
Au 31 décembre 2003	4 437	592	1 538	560	7 127
Part en %	62,3%	8,3%	21,6%	7,9%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	432	-46	221	71	678
Variation en %	9,7%	-7,8%	14,4%	12,6%	9,5%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	247	144	219	13	622
Variation en %	5,9%	32,0%	16,6%	2,3%	9,6%

1. L'évolution financière

1.2.2 Dépôts à vue

Si l'accélération de la croissance de l'encours des dépôts à vue, traditionnelle en fin d'année, s'est vérifiée en 2004 (+ 47,9 % en rythme annuel au 4^{ème} trimestre), l'évolution de cet agrégat sur l'ensemble de l'année (+ 7,5 %) a été moins rapide qu'en 2003 (+ 16,1 %).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-21,0%	20,5%	36,3%	56,5%
Année 2002	-12,4%	-1,9%	14,6%	20,4%
Année 2003	-11,9%	8,3%	21,3%	57,2%
Année 2004	-25,2%	6,0%	13,9%	47,9%

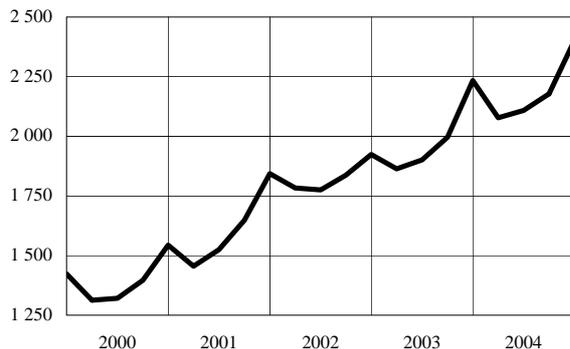
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	10,9%	15,4%	18,0%	19,4%
	22,5%	16,4%	11,4%	4,4%
	4,5%	7,1%	8,6%	16,1%
	11,5%	10,9%	9,1%	7,5%

En 2004, ce ralentissement de la progression des dépôts à vue a surtout concerné les sociétés non financières (+ 7,6 % contre + 25,7 % l'année précédente) et non les particuliers (+ 8,4 % en 2004 contre + 7,9 % en 2003).

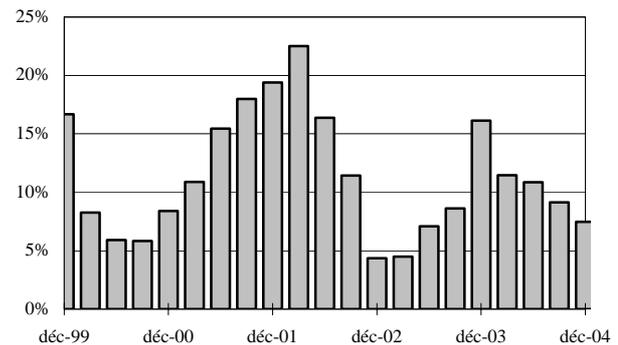
Evolution des dépôts à vue

Ensemble des dépôts à vue

en millions d'euros

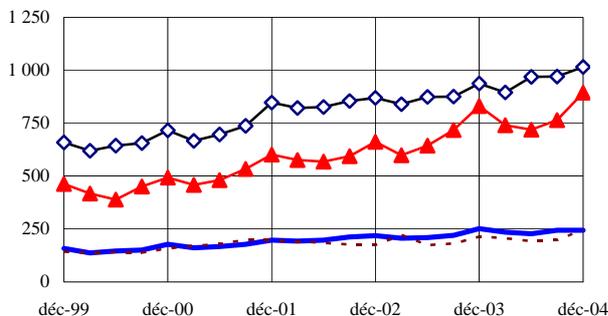


Variations trimestrielles en glissement annuel

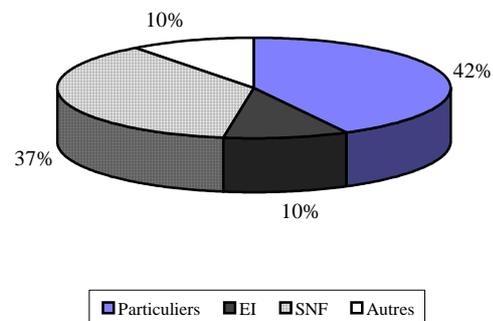


Dépôts à vue par agent économique

en millions d'euros

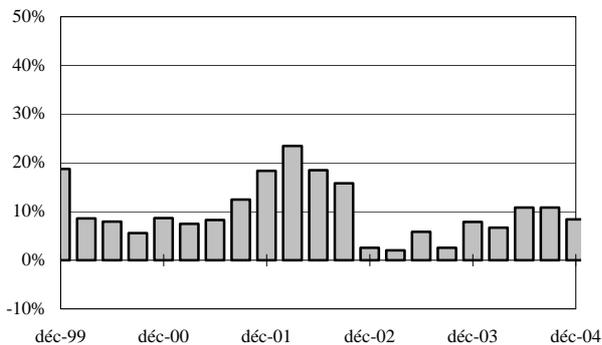


Répartition par agent économique

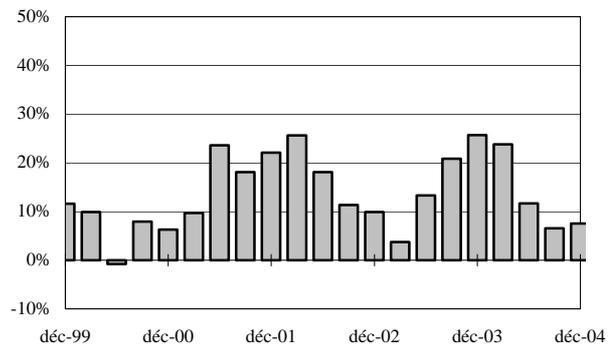


1. L'évolution financière

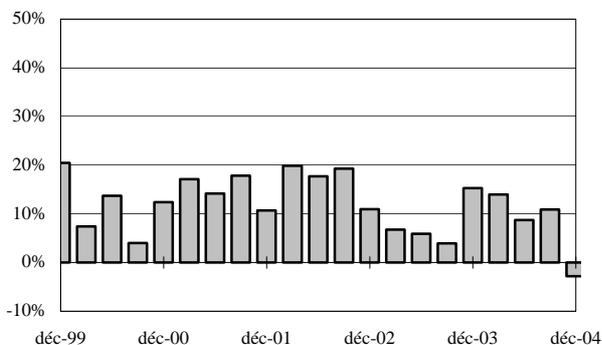
Dépôts à vue des particuliers
Variations trimestrielles en glissement annuel



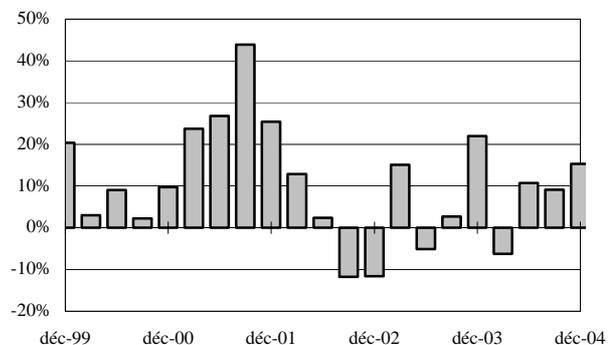
Dépôts à vue des sociétés non financières
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue des entrepreneurs individuels
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue des autres agents économiques
Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	1 017	245	894	246	2 402
Part en %	42,3%	10,2%	37,2%	10,2%	100%
Au 31 décembre 2003					
	938	252	831	213	2 234
Part en %	42,0%	11,3%	37,2%	9,5%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	79	-7	63	33	167
Variation en %	8,4%	-2,8%	7,6%	15,3%	7,5%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	69	33	170	38	310
Variation en %	7,9%	15,3%	25,7%	21,9%	16,1%

1. L'évolution financière

1.2.3 Placements liquides ou à court terme¹

Les placements liquides ou à court terme s'inscrivent en progression sur le quatrième trimestre 2004 (+ 5,9 % en rythme annuel) comme sur l'ensemble de l'année 2004 (+ 9,0 % contre + 2,0 % en 2003).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	16,9%	-6,9%	5,8%	31,6%
Année 2002	13,5%	-2,6%	-7,1%	12,3%
Année 2003	7,1%	19,5%	13,5%	-25,5%
Année 2004	20,6%	-2,6%	13,6%	5,9%

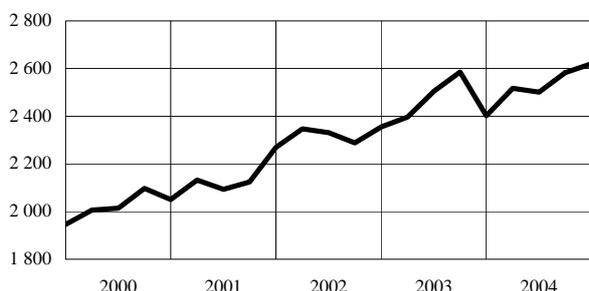
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	6,3%	4,0%	1,2%	10,9%
	10,1%	11,4%	7,8%	3,6%
	2,1%	7,5%	13,0%	2,0%
	5,1%	-0,2%	-0,1%	9,0%

Les comptes d'épargne à régime spécial (comptes sur livrets et comptes d'épargne logement) ont toujours la faveur des épargnants (+ 7,0 % en 2004 contre + 6,8 % en 2003), à l'inverse des livrets A des caisses d'épargne dont l'encours se tasse (+ 1,1 % en 2004 contre + 1,7 % en 2003). Les produits rémunérés aux taux de marché s'inscrivent en hausse au quatrième trimestre (+ 3,6 % en rythme annuel et + 12,3 % de décembre 2003 à décembre 2004), au bénéfice notamment des certificats de dépôts négociables et des comptes à terme, tandis que les encours des OPCVM monétaires se contractent.

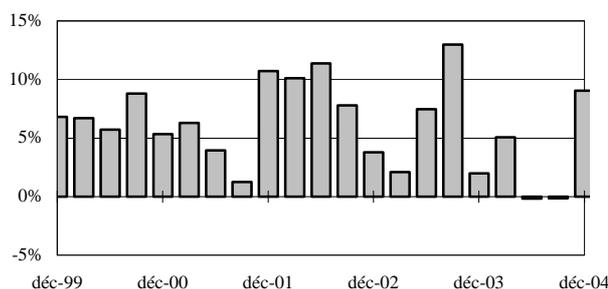
Evolution des placements liquides ou à court terme

Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

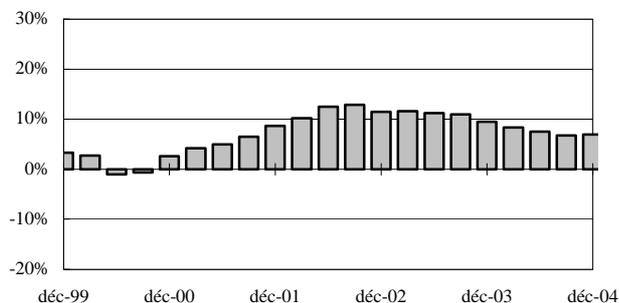


Variations trimestrielles en glissement annuel

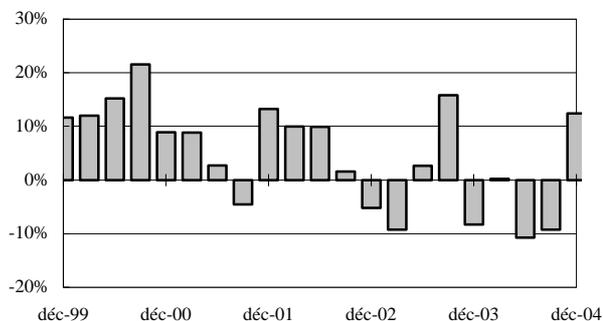


Comptes d'épargne à régime spécial

Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements indexés sur le taux du marché monétaire - Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital, c'est-à-dire les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, livrets ordinaires, livrets Jeunes, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, comptes d'épargne logement...) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôt, OPCVM monétaires).

1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides ou à court terme par nature

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
En millions d'euros							
Au 31 décembre 2004	1 373	223	389	37	229	370	2 620
Part en %	52,4%	8,5%	14,9%	1,4%	8,7%	14,1%	77%
En millions d'euros							
Au 31 décembre 2003	1 282	209	371	44	149	348	2 403
Part en %	53,4%	8,7%	15,4%	1,8%	6,2%	14,5%	79%

Evolution par nature de placement en glissement annuel

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
En millions d'euros	91	13	19	-7	79	22	217
Variation en %	7,1%	6,4%	5,0%	-16,1%	52,9%	6,4%	9,0%
Variation 2003 / 2002							
En millions d'euros	117	13	-15	-11	-73	17	47
Variation en %	10,0%	6,5%	-3,8%	-20,4%	-32,8%	5,1%	2,0%

Répartition des placements liquides ou à court terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	1 611	166	642	201	2 620
Part en %	61,5%	6,3%	24,5%	7,7%	100%
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2003	1 529	156	544	173	2 403
Part en %	63,6%	6,5%	22,7%	7,2%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	81	10	98	28	217
Variation en %	5,3%	6,4%	17,9%	16,3%	9,0%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	52	27	15	-47	47
Variation en %	3,5%	20,8%	2,8%	-21,3%	2,0%

1. L'évolution financière

1.2.4 Epargne à long terme¹

Une reprise des placements à long terme est enregistrée au quatrième trimestre 2004 (+ 17,1 % en rythme annuel après - 3,1 % le trimestre précédent). Ils atteignent 2 783 millions d'euros au 31 décembre 2004, en progression de + 11,8 % sur douze mois contre + 11,9 % en 2003.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	0,7%	4,8%	-13,5%	15,9%
Année 2002	4,4%	-6,5%	-3,9%	17,4%
Année 2003	7,2%	11,8%	7,9%	21,4%
Année 2004	17,9%	16,7%	-3,1%	17,1%

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	4,1%	3,1%	-1,1%	1,4%
	2,3%	-0,6%	2,1%	2,4%
	3,1%	7,8%	11,0%	11,9%
	14,6%	15,9%	12,8%	11,8%

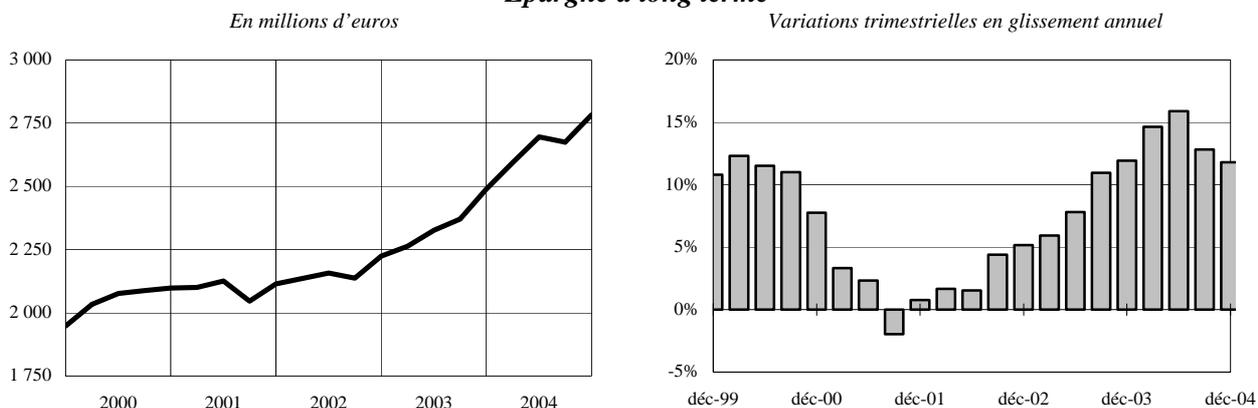
Profitant de la bonne orientation des marchés financiers, les placements en OPCVM titres ont été particulièrement prisés par les épargnants (+ 28,8 % en 2004 après + 20,6 % en 2003), tout comme l'assurance-vie (+ 15,6 % en 2004 après + 13,5 % en 2003) qui représente plus du tiers des sommes investies.

La reprise des sommes investies au titre des plans d'épargne logement au quatrième trimestre (+ 11,0 % en RA) après deux trimestres de stagnation (+ 2,3 % au troisième et + 1,1 % au second trimestre) contribue à une progression de près de 7 % de ces actifs en 2004 contre 7,6 % en 2003.

S'agissant des portefeuilles de titres, les montants placés en action diminuent de 8 % en 2004, tandis qu'en parallèle, une reprise des placements obligataires est observée (+ 12 % en 2004).

Evolution de l'épargne à long terme

Epargne à long terme



¹ Chiffres modifiés par rapport aux précédentes publications du fait de la prise en compte des encours d'assurance-vie détenus par la BFCOI pour le compte de sa clientèle.

Par ailleurs, la collecte des statistiques relatives à l'épargne à long terme des agents résidant dans le département présente quelques difficultés susceptibles d'affecter les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance. Les données obtenues permettent toutefois d'estimer les montants investis par les résidents à la Réunion sous forme de placements longs. Ces chiffres n'incluent pas non plus les achats de titres réalisés par les épargnants réunionnais par le biais des courtiers en ligne via internet.

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP *	Autres actifs **	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	342	423	975	1 043	2 783
Part en %	12,3%	15,2%	35,0%	37,5%	100%
Au 31 décembre 2003	330	329	929	902	2 489
Part en %	13,2%	13,2%	37,3%	36,2%	100%

* Plans d'épargne-logement (PEL) et plans d'épargne populaire (PEP)

** inclut principalement les contrats d'assurance-vie

Evolution par catégorie de placement en glissement annuel

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	12	95	46	141	294
Variation en %	3,8%	28,8%	4,9%	15,6%	11,8%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	39	56	61	109	265
Variation en %	13,6%	20,6%	7,1%	13,7%	11,9%

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	2 242	135	223	183	2 783
Part en %	80,6%	4,9%	8,0%	6,6%	100%
Au 31 décembre 2003	1 969	184	162	173	2 489
Part en %	79,1%	7,4%	6,5%	7,0%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel

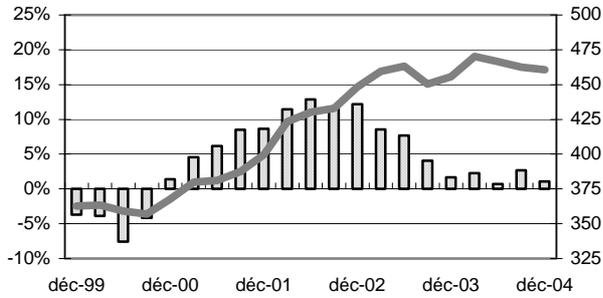
	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	272	-49	61	10	294
Variation en %	13,8%	-26,6%	37,4%	5,7%	11,8%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	126	83	34	21	265
Variation en %	6,9%	82,5%	26,9%	13,8%	11,9%

1. L'évolution financière

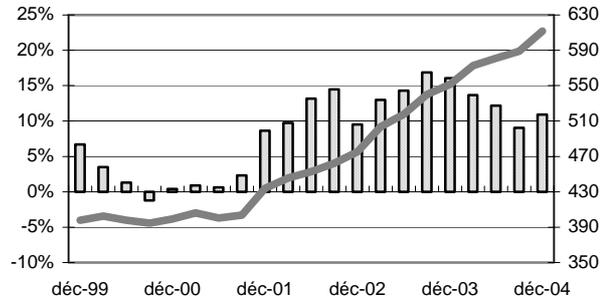
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Produits de placements liquides ou à court terme

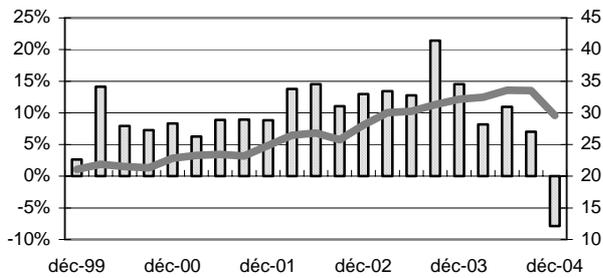
Livrets 'A' des caisses d'épargne



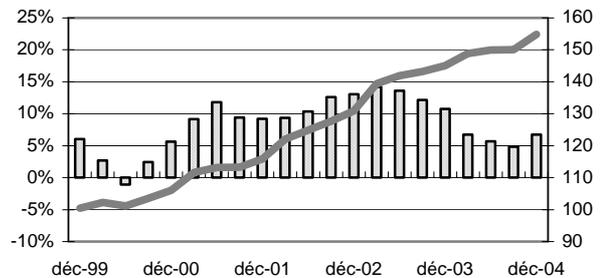
Livrets ordinaires



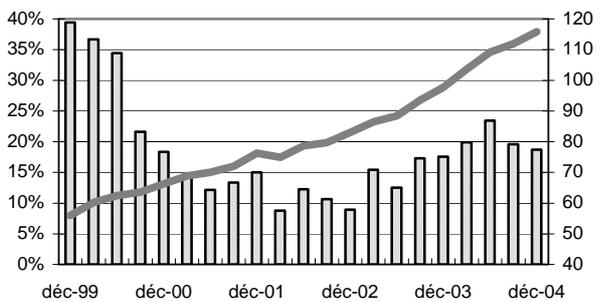
Livrets jeunes



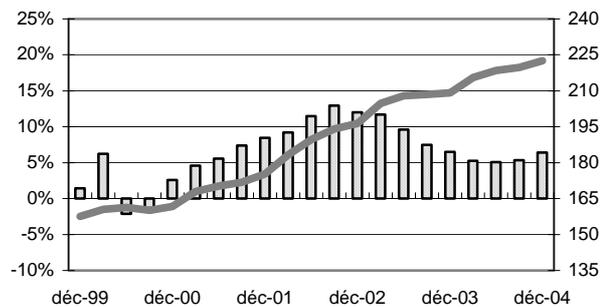
Codevi (comptes de développement industriel)



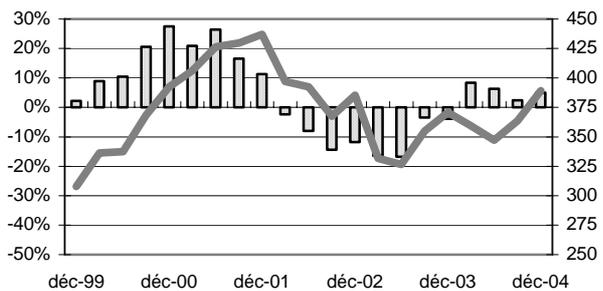
Livrets d'épargne populaire



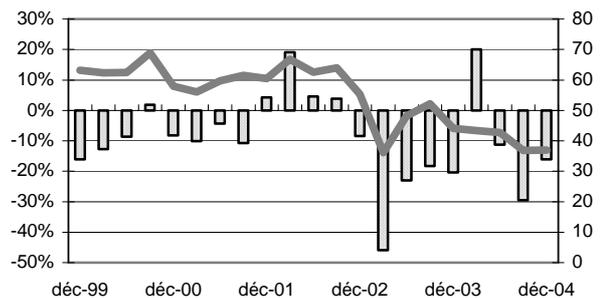
Comptes d'épargne logement



Dépôts à terme



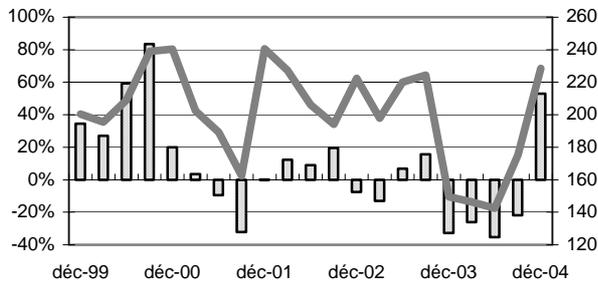
Bons de caisse et bons d'épargne



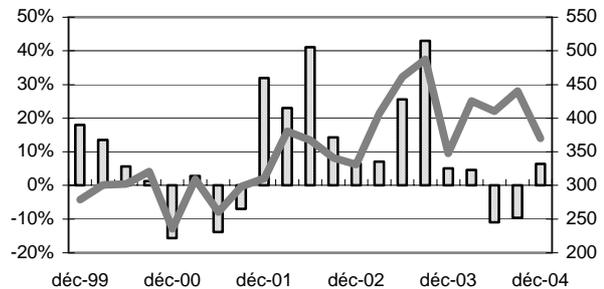
1. L'évolution financière

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Certificats de dépôts négociables

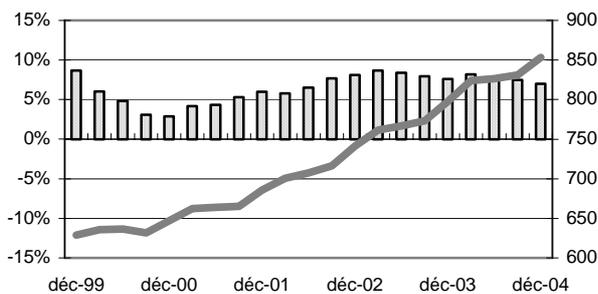


OPCVM monétaires

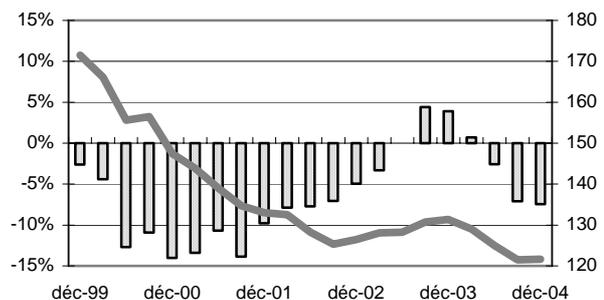


Produits d'épargne à long terme

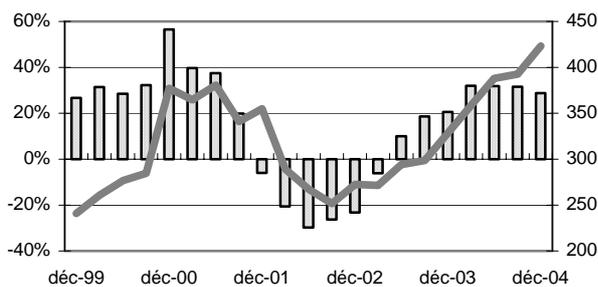
Plans d'épargne logement



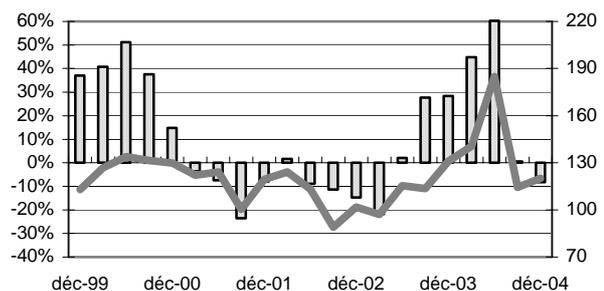
Plans d'épargne populaire



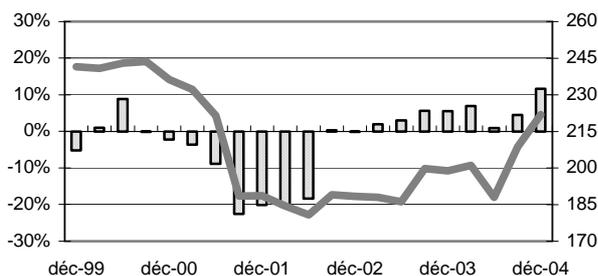
OPCVM titres en portefeuille titres



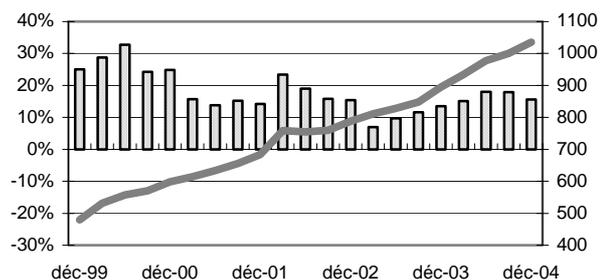
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



Assurance-vie



1. L'évolution financière

1.2.5 Données historiques sur l'épargne collectée

Répartition de l'épargne collectée par catégorie de placements

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Dépôts à vue	1 544	1 844	1 924	1 864	1 902	1 995	2 234	2 078	2 108	2 178	2 402
Placements liquides	2 050	2 274	2 356	2 397	2 506	2 586	2 403	2 518	2 502	2 583	2 620
(dt) Comptes d'épargne	1 124	1 226	1 362	1 424	1 450	1 467	1 491	1 543	1 559	1 567	1 595
(dt) Livrets 'A'	368	400	448	460	463	451	456	470	466	463	461
(dt) Livrets ordinaires	399	434	475	504	518	540	552	573	581	589	612
(dt) Livrets jeunes	23	25	28	30	30	31	32	32	34	33	30
(dt) Livrets d'épargne populaire	66	76	83	86	88	94	98	104	109	112	116
(dt) Codevi	106	116	131	139	142	143	145	149	150	150	155
(dt) Livrets d'épargne logement	162	175	196	205	208	209	209	216	219	220	223
(dt) Rémunéré à taux de marché	926	1 049	994	973	1 056	1 119	912	975	943	1 016	1 025
(dt) Dépôts à terme	392	437	385	332	326	355	371	359	347	364	389
(dt) Bons de caisse	58	60	55	36	48	52	44	43	43	37	37
(dt) Certificats de dépôt	240	241	222	198	220	224	149	146	142	175	229
(dt) OPCVM monétaires	235	311	331	407	461	487	348	426	410	440	370
Placements à long terme	2 099	2 115	2 224	2 187	2 248	2 286	2 489	2 519	2 635	2 610	2 783
(dt) Comptes d'épargne	799	825	873	895	903	911	936	960	958	959	982
(dt) Plans d'épargne logement	647	686	741	762	767	773	798	824	826	831	853
(dt) Plans d'épargne populaire	147	133	126	128	128	131	131	129	125	122	122
(dt) Autres comptes d'épargne	4	6	5	5	8	7	7	7	7	7	7
(dt) Placements boursiers	1 300	1 290	1 351	1 292	1 345	1 375	1 553	1 559	1 676	1 651	1 801
(dt) OPCVM titres	377	355	273	272	294	299	329	358	388	393	423
(dt) Actions en portefeuille	366	119	102	97	115	114	131	141	185	114	120
(dt) Obligations en portefeuille		189	188	188	186	200	199	201	188	209	222
(dt) Assurance-vie	556	627	788	735	749	763	895	859	916	935	1 036
Total	5 693	6 233	6 504	6 448	6 655	6 868	7 127	7 115	7 244	7 371	7 805

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne collectée par agents économiques

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	3 548	3 873	4 190	4 162	4 275	4 343	4 437	4 539	4 720	4 739	4 869
(dt) Dépôts à vue	716	847	869	839	874	876	938	896	969	971	1 017
(dt) Comptes d'épargne	1 019	1 111	1 235	1 275	1 312	1 325	1 346	1 393	1 408	1 419	1 448
(dt) Plans d'épargne	718	743	806	810	816	824	846	849	869	871	893
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	161	181	200	142	133	144	131	114	141	125	127
(dt) OPCVM monétaires	25	28	42	48	54	55	53	56	57	59	36
(dt) Actions, obligations, titres	312	280	249	237	257	270	283	297	299	294	313
(dt) Assurance-vie	599	683	788	811	828	848	840	934	977	1 000	1 036
Entrepreneurs individuels	400	444	448	475	478	500	592	567	511	528	546
(dt) Dépôts à vue	178	197	218	206	209	221	252	235	227	245	245
(dt) Comptes d'épargne	71	79	90	95	98	100	103	106	103	104	105
(dt) Plans d'épargne	81	81	66	84	85	86	88	111	88	88	89
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	41	49	34	50	44	49	48	68	44	42	50
(dt) OPCVM monétaires	2	2	5	5	5	5	5	4	6	6	10
(dt) Actions, obligations, titres	28	35	35	35	38	40	41	42	42	43	47
Sociétés non financières	1 106	1 301	1 319	1 239	1 358	1 469	1 538	1 470	1 493	1 581	1 759
(dt) Dépôts à vue	493	602	661	598	644	718	831	740	719	765	894
(dt) Comptes d'épargne	1	1	1	1	1	1	1	1	4	1	1
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	414	460	396	332	380	401	348	325	309	366	445
(dt) OPCVM monétaires	91	130	133	178	195	204	196	217	211	243	197
(dt) Actions, obligations, titres	108	108	128	131	138	145	162	187	250	206	223
Sociétés d'assurance	165	184	157	165	159	164	190	178	177	181	190
(dt) Dépôts à vue	24	28	19	30	18	30	38	26	24	28	33
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	3	4	4	4	4	4	5	5	6	10	6
(dt) OPCVM monétaires	3	5	5	5	4	4	7	9	13	6	9
(dt) Actions, obligations, titres	135	147	129	126	132	126	139	139	134	137	142
Administrations privées	404	406	314	367	360	369	267	318	292	291	305
(dt) Dépôts à vue	102	137	127	159	122	122	142	131	130	127	147
(dt) Comptes d'épargne	17	18	18	20	19	20	21	22	22	21	22
(dt) Plans d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	28	26	10	15	20	19	20	27	19	19	19
(dt) OPCVM monétaires	100	135	137	152	179	188	62	115	97	98	87
(dt) Actions, obligations, titres	155	91	22	20	20	20	22	23	24	25	29
Administrations publiques	41	10	18	11	12	12	16	18	15	15	19
Adm. de Sécurité Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres agents	71	70	58	104	91	95	86	100	98	99	114
Total	5 735	6 289	6 504	6 524	6 734	6 953	7 127	7 190	7 306	7 436	7 805

1. L'évolution financière

1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.3.1 Ensemble des concours consentis

Au quatrième trimestre, l'encours des crédits consentis aux agents économiques réunionnais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non dans le département) s'est fortement accru (+ 20 % en rythme annuel - RA) pour atteindre 11,0 milliards d'euros¹ au 31 décembre 2004. Sur douze mois, la progression est de + 8,5 %.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	0,8%	1,8%	6,5%	12,4%
Année 2002	-0,2%	1,4%	4,8%	8,6%
Année 2003	1,8%	4,2%	8,5%	17,0%
Année 2004	-0,6%	8,8%	6,7%	20,0%

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	6,4%	5,6%	5,2%	5,3%
	5,0%	4,9%	4,5%	3,6%
	4,1%	4,8%	5,7%	7,7%
	7,1%	8,2%	7,8%	8,5%

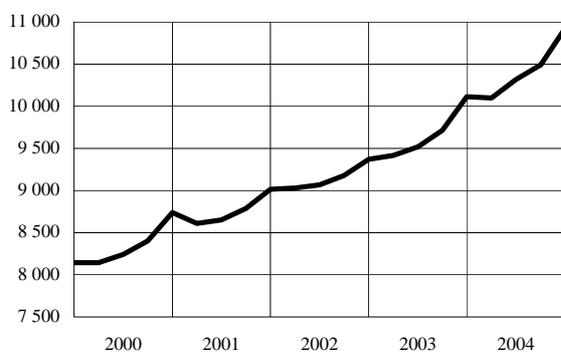
Le marché des particuliers est resté dynamique au quatrième trimestre (+ 9,4 % en RA après + 8,7 % au troisième trimestre) et affiche une progression de + 8,9 % sur les douze derniers mois. Le rythme de croissance des concours accordés aux sociétés non financières s'est nettement accéléré au dernier trimestre (+ 26,1 % en RA contre + 5,1 % au troisième trimestre), tandis que celui des financements à destination des entrepreneurs individuels diminue légèrement mais reste élevé (+ 17,9 % en RA au quatrième trimestre après + 22,1 % au troisième trimestre). Les sociétés non financières représentent la première clientèle de l'ensemble des établissements de crédit (43,9 % du total des financements) devant les particuliers (35,9 %).

Les crédits à l'équipement et l'escompte de créances commerciales enregistrent de fortes hausses en fin d'année (respectivement + 49,7 % et + 42,2 % en RA contre + 8,1 % et + 30,6 % au troisième trimestre). Sur un an, leur progression atteint respectivement + 12,5 % et + 10,6 %. Après une baisse d'encours au troisième trimestre (- 1,9 % en RA), une reprise des crédits de trésorerie est observée sur les trois derniers mois de l'année (+ 16,8 % en RA), ce qui porte leur croissance à + 5,5 % sur douze mois. La progression des crédits à l'habitat reste soutenue au quatrième trimestre (+ 8,7 % en rythme annuel après + 10,6 % au troisième trimestre).

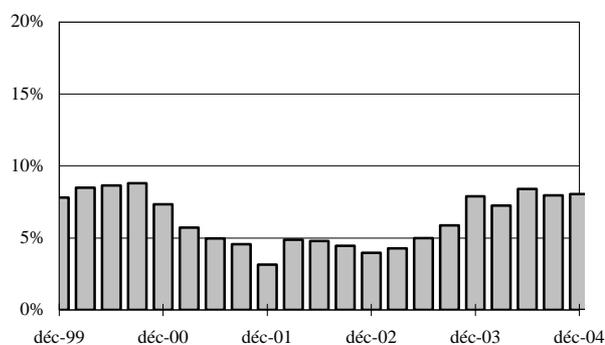
Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Y compris les crédits titrisés qui pour mémoire représentent un encours de 97 millions d'euros à fin décembre 2004. La titrisation est une technique financière qui permet la transformation de créances en titres destinés à être cédés à des investisseurs. Cette opération s'effectue via un fonds commun de créances qui reçoit les paiements effectués par les emprunteurs initiaux et dont les parts négociables sont émises dans des conditions adaptées aux besoins des marchés financiers. Elle présente l'intérêt d'être à la fois une source de financement et un outil de gestion de bilan pour les établissements de crédit qui la mettent en place.

1. L'évolution financière

Répartition des concours consentis par les établissements de crédit par catégorie de crédit

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros									
Au 31 décembre 2004	1 775	153	2 921	4 961	182	522	414	95	11 023
Part en %	16,1%	1,4%	26,5%	45,0%	1,7%	4,7%	3,8%	0,8%	100%
Au 31 décembre 2003	1 683	138	2 597	4 601	165	478	400	98	10 160
Part en %	16,6%	1,4%	25,6%	45,3%	1,6%	4,7%	3,9%	0,9%	100%

Evolution par catégorie de crédit en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003									
En millions d'euros	92	15	324	360	17	44	14	-3	862
Variation en %	5,5%	10,6%	12,5%	7,8%	10,5%	9,2%	3,5%	-3,1%	8,5%
Variation 2003 / 2002									
En millions d'euros	161	-2	206	340	-34	-9	47	20	729
Variation en %	10,6%	-1,2%	8,6%	8,0%	-17,0%	-1,9%	13,2%	25,4%	7,7%

Répartition des concours consentis par les établissements de crédit par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	3 952	891	4 840	1 339	11 023
Part en %	35,9%	8,1%	43,9%	12,2%	100%
Au 31 décembre 2003	3 630	792	4 456	1 282	10 160
Part en %	35,7%	7,8%	43,9%	12,6%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	322	99	384	57	862
Variation en %	8,9%	12,5%	8,6%	4,5%	8,5%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	310	54	290	75	729
Variation en %	9,3%	7,3%	7,0%	6,2%	7,7%

1. L'évolution financière

1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

La forte croissance des concours accordés aux agents économiques de l'île au dernier trimestre de l'année résulte principalement de l'activité des établissements de crédit locaux dont l'encours total atteint 8,2 milliards d'euros à fin décembre 2004, en progression de + 28,6 % en RA sur le quatrième trimestre (contre + 10,3 % au troisième trimestre) et de + 12,7 % en glissement sur douze mois.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel					Variations trimestrielles en glissement annuel				
Année 2001	-0,2%	2,9%	9,6%	17,1%	9,0%	7,8%	7,3%	7,2%	
Année 2002	-0,2%	2,1%	8,1%	14,5%	7,1%	6,9%	6,6%	6,0%	
Année 2003	-0,6%	7,4%	10,1%	23,1%	5,9%	7,2%	7,7%	9,7%	
Année 2004	0,8%	13,0%	10,1%	28,7%	10,1%	11,5%	11,5%	12,7%	

Le rythme de progression des crédits d'équipement, déjà élevé depuis le début de l'année 2004 (+ 12,7 % en RA au troisième trimestre après + 11,6 % au deuxième trimestre), s'est fortement accéléré en fin d'année (+ 55,7 % en RA) pour atteindre un encours proche de 2,0 milliards d'euros. En glissement sur douze mois, la hausse atteint 18,1 % (contre + 9,5 % de décembre 2002 à décembre 2003). Les sociétés non financières et les collectivités publiques locales, avec des augmentations en rythme annuel respectivement de + 64,4 % et + 79,0 %, sont à l'origine de cette accélération au quatrième trimestre.

Les encours des crédits à l'habitat consentis par les établissements de crédit locaux s'accroissent de + 15,7 % en glissement sur les douze derniers mois contre + 13,5 % l'année précédente, témoignant de la vigueur du marché de l'immobilier toujours porté par les lois de défiscalisation.

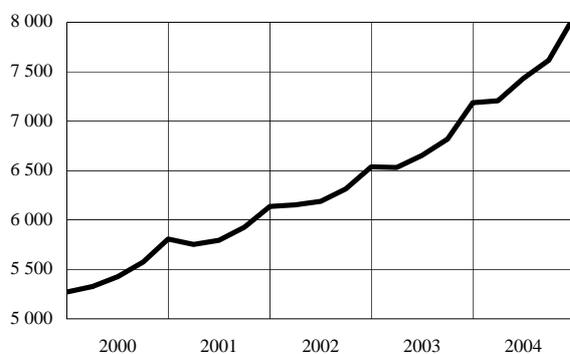
Malgré une légère reprise au dernier trimestre de l'année (+ 9,5 % en RA), la croissance des financements à la consommation des particuliers s'est ralentie en 2004 (+ 7,7 %) par rapport à 2003 (+ 8,7 %).

En terme de **sinistralité**, le montant des créances douteuses brutes s'est sensiblement accru au dernier trimestre de l'année 2004, s'établissant à 496 millions d'euros à fin décembre 2004 contre 466 millions d'euros en septembre 2004. Elles progressent ainsi de + 27,6 % en rythme annuel au quatrième trimestre et de + 8,9 % sur l'ensemble de l'année 2004. Elles représentent toutefois une proportion inchangée des encours bruts totaux (6,1 % en décembre comme en septembre 2004 contre 6,3 % en décembre 2003).

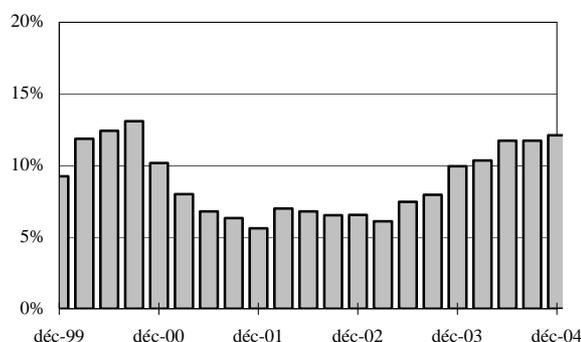
Evolution des concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

Concours consentis par les EC locaux

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution financière

Répartition des concours consentis par catégorie de crédit (E.C. locaux)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros									
Au 31 décembre 2004	1 724	153	2 179	2 924	182	496	401	95	8 154
Part en %	21,1%	1,9%	26,7%	35,9%	2,2%	6,1%	4,9%	1,1%	100%
Au 31 décembre 2003	1 624	138	1 845	2 527	165	455	383	98	7 235
Part en %	22,4%	1,9%	25,5%	34,9%	2,3%	6,3%	5,3%	1,4%	100%

Evolution par catégorie de crédit en glissement annuel (E.C. locaux)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003									
En millions d'euros	100	15	333	397	17	41	19	-3	919
Variation en %	6,2%	10,6%	18,1%	15,7%	10,5%	8,9%	4,9%	-3,1%	12,7%
Variation 2003 / 2002									
En millions d'euros	154	-2	160	301	-34	-10	51	20	639
Variation en %	10,4%	-1,2%	9,5%	13,5%	-17,0%	-2,2%	15,2%	25,4%	9,7%

Répartition des concours consentis par agent économique (E.C. locaux)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	3 674	888	3 030	561	8 154
Part en %	45,1%	10,9%	37,2%	6,9%	100%
Au 31 décembre 2003	3 297	788	2 662	489	7 235
Part en %	45,6%	10,9%	36,8%	6,8%	100%

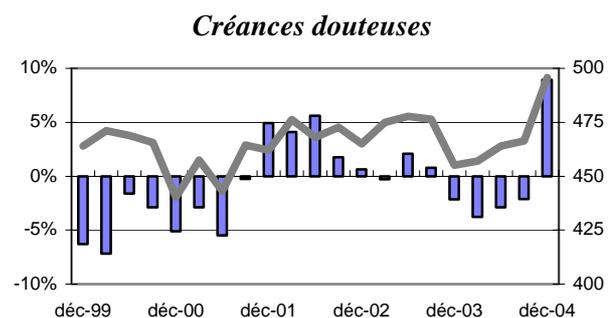
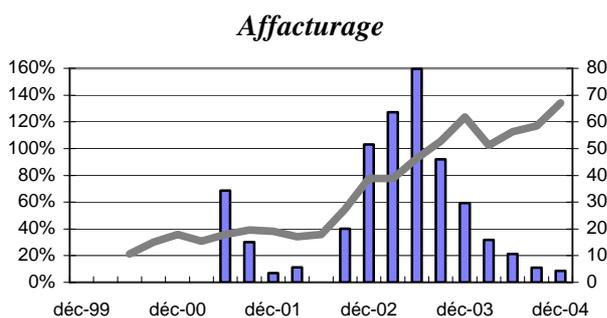
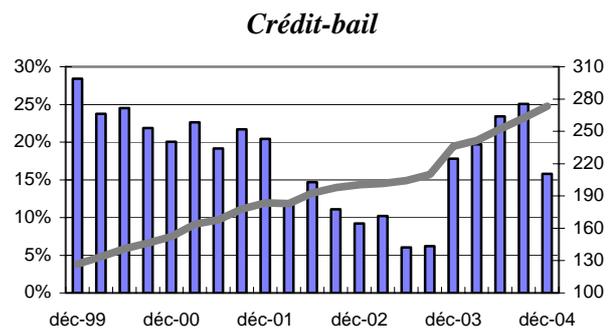
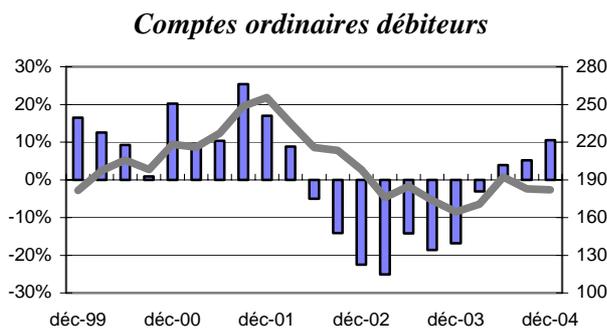
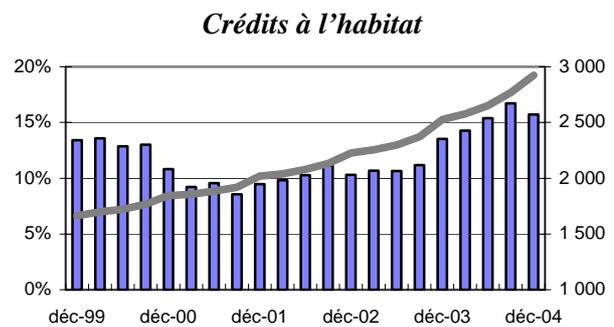
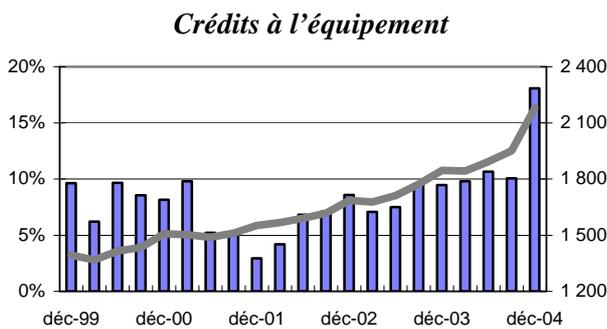
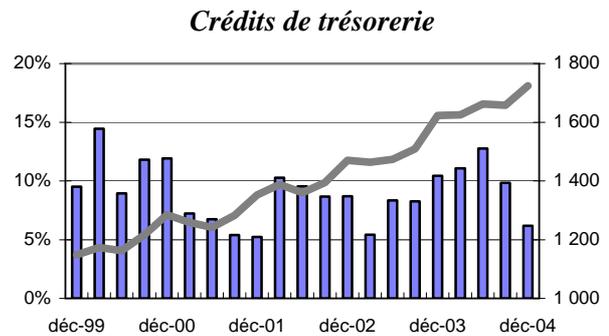
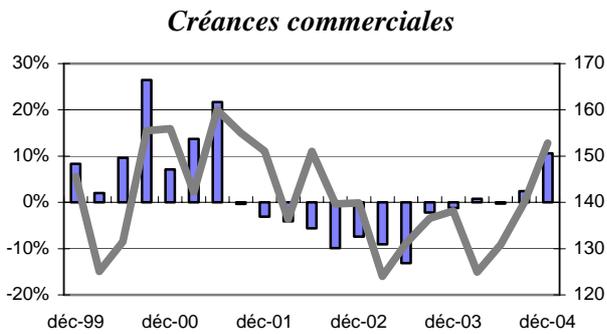
Evolution par agent économique en glissement annuel (E.C. locaux)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	377	100	369	72	919
Variation en %	11,4%	12,7%	13,9%	14,8%	12,7%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	286	54	254	45	639
Variation en %	9,5%	7,3%	10,6%	10,1%	9,7%

1. L'évolution financière

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Evolution des diverses formes de concours bancaires distribués par les établissements de crédit locaux

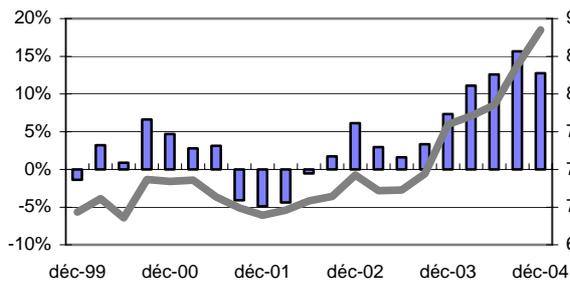


1. L'évolution financière

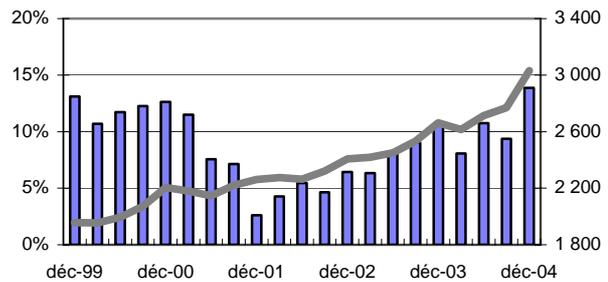
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Evolution des concours bancaires par agents économiques distribués par les établissements de crédit locaux

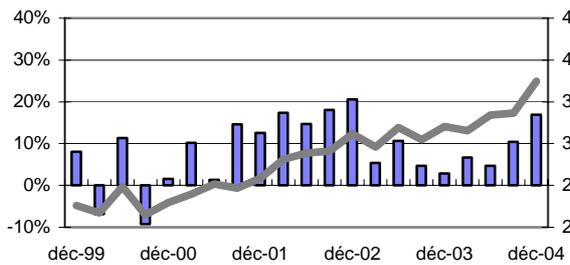
Crédits consentis aux entrepreneurs individuels



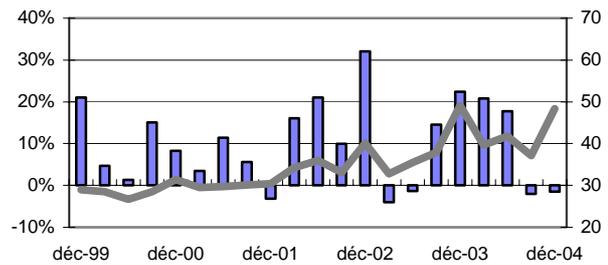
Crédits consentis aux sociétés non financières



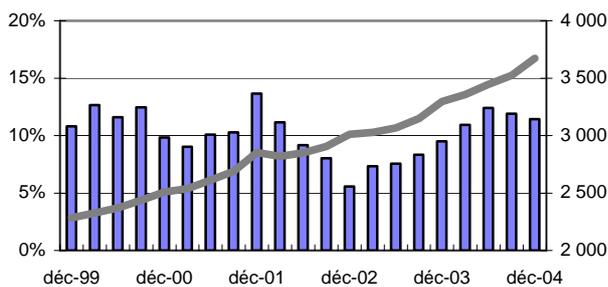
Crédits consentis aux administrations publiques



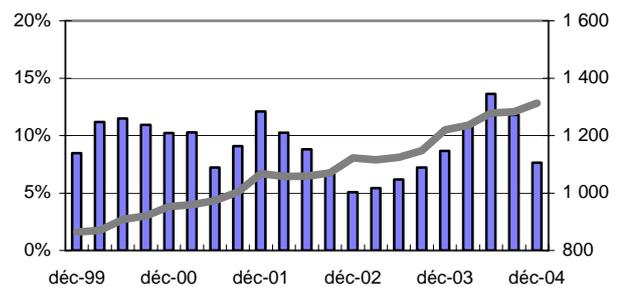
Crédits consentis aux administrations privées



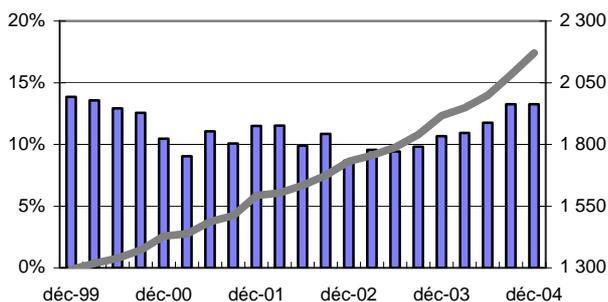
Crédits consentis aux particuliers



(dont) Crédits à la consommation des particuliers



(dont) Crédits à l'habitat des particuliers



1. L'évolution financière

1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement

Le montant **des concours accordés** aux agents résidant à la Réunion **par les établissements de crédit hors zone**² s'élève à 2 869 millions d'euros à fin décembre 2004, en baisse de 1,9 % sur les douze derniers mois. Cette diminution s'explique par une opération de titrisation de crédits à l'habitat aux particuliers (67 millions d'euros) réalisée en fin d'année 2004. Le poids des établissements de crédit non installés localement dans le financement de l'économie de la Réunion continue de reculer et représente 26,0 % de l'ensemble des crédits contre 27,3 % le trimestre précédent et 28,8 % l'année dernière (et 38,7 % en décembre 1994).

12-94	12-95	12-96	12-97	12-98	12-99	12-00	12-01	12-02	12-03	09-04	12-04
Part des concours accordés par les E.C. hors zone dans les concours totaux											
38,7%	39,9%	39,1%	37,9%	36,1%	35,2%	32,8%	31,6%	30,1%	28,8%	27,3%	26,0%

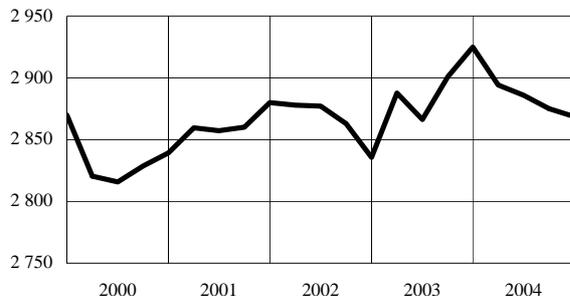
Ces concours concernent majoritairement les sociétés non financières (63,1 % des concours hors zone fin décembre 2004) et les administrations publiques (27,1 %). Les interventions des établissements hors zone sont spécialisées dans le domaine de l'habitat (71,0 % des concours hors zone fin décembre 2004 hors opération de titrisation), principalement en direction des sociétés non financières et dans les crédits à l'équipement (24,0 %), notamment en faveur des administrations publiques.

Le niveau du risque reste faible avec des créances compromises brutes de 26 millions d'euros à fin décembre 2004, représentant 0,9 % du total des concours hors zone à fin décembre 2004 (0,8 % à fin décembre 2003).

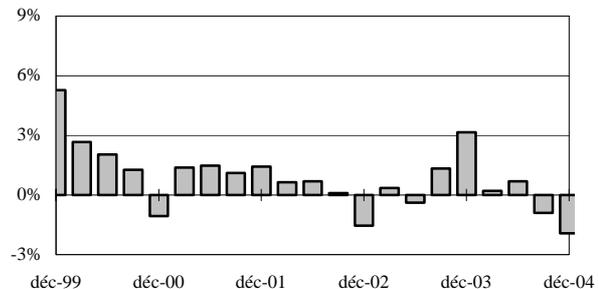
Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

Concours consentis par les EC installés hors du département

en millions d'euros

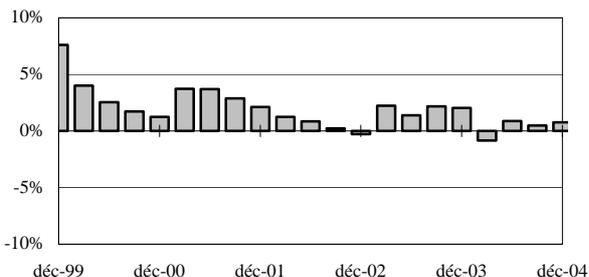


Variations trimestrielles en glissement annuel



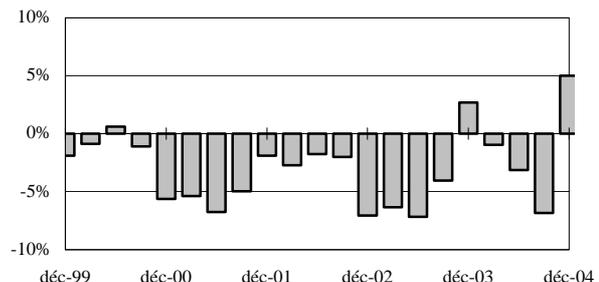
Crédits aux entreprises

Variations trimestrielles en glissement annuel



Crédits aux administrations publiques

Variations trimestrielles en glissement annuel



² Caisse des Dépôts et Consignations, Agence française de Développement, Dexia-Crédit local de France, Crédit foncier de France, Natixis-Banques populaires, Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque populaire) et Banque européenne d'investissement.

1. L'évolution financière

Répartition des concours consentis par catégorie de crédit (E.C. non installés localement)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros									
Au 31 décembre 2004	51	0	742	2 037	0	26	13	0	2 869
Part en %	1,8%	–	25,9%	71,0%	–	0,9%	0,4%	–	100%
Au 31 décembre 2003	59	0	752	2 074	0	23	17	0	2 925
Part en %	2,0%	–	25,7%	70,9%	–	0,8%	0,6%	–	100%

Evolution par catégorie de crédit en glissement annuel (E.C. non installés localement)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Comptes ordinaires débiteurs	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003									
En millions d'euros	-8	–	-10	-37	–	3	-5	–	-56
Variation en %	-13,4%	–	-1,3%	-1,8%	–	13,5%	-26,6%	–	-1,9%
Variation 2003 / 2002									
En millions d'euros	8	–	46	39	–	2	-4	–	90
Variation en %	15,2%	–	6,6%	1,9%	–	2,5%	-18,4%	–	3,2%

Répartition des concours consentis par agent économique (E.C. non installés localement)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 décembre 2004	278	3	1 810	778	2 869
Part en %	9,7%	0,1%	63,1%	27,1%	100%
Au 31 décembre 2003	333	4	1 795	793	2 925
Part en %	11,4%	0,1%	61,4%	27,1%	100%

Evolution par agent économique en glissement annuel (E.C. non installés localement)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	-55	-1	15	-15	-56
Variation en %	-16,5%	-31,8%	0,8%	-1,9%	-1,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	24	NS	36	30	90
Variation en %	7,7%	-4,1%	2,0%	3,9%	3,2%

1. L'évolution financière

1.3.4 Données historiques sur les concours distribués

Par l'ensemble des établissements de crédit

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 327	1 402	1 521	1 518	1 520	1 560	1 683	1 675	1 716	1 708	1 775
(dt) Ventes à tempérament	444	502	533	537	541	545	578	596	591	593	590
(dt) Prêts personnels	479	485	492	492	505	523	548	557	581	602	591
Créances commerc.	156	151	140	124	131	137	138	125	131	140	153
Crédits à l'équip.	2 301	2 319	2 391	2 412	2 432	2 518	2 597	2 572	2 590	2 641	2 921
Crédits à l'habitat	3 780	4 019	4 262	4 311	4 353	4 436	4 601	4 654	4 738	4 859	4 961
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	116	113	110	106	103	99	94	89	85
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	70	72	74	76	78	79	80	82	81
Créances douteuses brutes	477	498	487	497	503	499	478	477	499	498	522
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	198	176	185	174	165	171	192	183	182
Crédit bail	152	183	200	202	204	210	236	241	252	263	273
Affacturage	18	19	39	39	46	53	62	51	56	58	67
Autres crédits	133	166	114	114	95	95	102	89	86	86	74
Clientèle diverse	86	91	78	82	102	88	98	89	100	96	95
Total	8 648	9 104	9 431	9 474	9 572	9 769	10 160	10 144	10 361	10 531	11 023

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 777	3 141	3 320	3 340	3 384	3 472	3 630	3 695	3 786	3 865	3 952
(dt) Consommation	995	1 112	1 166	1 158	1 168	1 192	1 265	1 281	1 324	1 330	1 361
(dt) Crédits à l'habitat	1 646	1 758	1 929	1 960	2 000	2 058	2 147	2 185	2 240	2 330	2 298
Entrepreneurs individuels	733	698	738	722	722	739	792	801	813	855	891
(dt) Exploitation	107	121	121	116	118	126	128	137	137	140	149
(dt) Investissement	227	228	230	229	214	213	217	207	220	227	222
Sociétés non financières	3 930	4 024	4 166	4 221	4 233	4 321	4 456	4 401	4 511	4 567	4 840
(dt) Exploitation	733	729	724	697	680	699	757	708	731	729	768
(dt) Investissement	1 063	1 076	1 165	1 196	1 227	1 283	1 324	1 321	1 346	1 378	1 553
(dt) Crédits à l'habitat	1 846	1 917	1 950	1 974	1 970	1 991	2 017	2 031	2 051	2 077	2 121
Sociétés d'assurance	14	29	3	2	2	3	3	14	5	14	1
Administrations privées	38	37	46	38	41	43	55	45	48	44	36
Administrations publiques	1 021	1 035	1 033	1 020	1 038	1 039	1 061	1 033	1 030	1 020	1 165
Adm. de Sécurité Sociale	49	50	47	50	50	64	65	67	68	70	43
Clientèle diverse	86	91	78	82	102	88	98	89	100	96	95
Total	8 648	9 104	9 431	9 474	9 572	9 769	10 160	10 144	10 361	10 531	11 023

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit locaux

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 285	1 353	1 470	1 464	1 474	1 510	1 624	1 626	1 662	1 658	1 724
(dt) Ventes à tempérament	431	488	518	521	525	528	561	578	573	574	590
(dt) Prêts personnels	450	455	464	464	479	496	520	530	554	575	591
Créances commerc.	156	151	140	124	131	137	138	125	131	140	153
Crédits à l'équip.	1 508	1 553	1 686	1 677	1 711	1 772	1 845	1 842	1 893	1 951	2 179
Crédits à l'habitat	1 844	2 018	2 226	2 255	2 299	2 372	2 527	2 577	2 653	2 769	2 924
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	116	113	110	106	103	99	94	89	85
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	70	72	74	76	78	79	80	82	81
Créances douteuses brutes	440	462	465	475	478	476	455	457	464	466	496
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	198	176	185	174	165	171	192	183	182
Crédit bail	152	183	200	202	204	210	236	241	252	263	273
Affacturage	18	19	39	39	46	53	62	51	56	58	67
Autres crédits	101	138	93	94	75	76	85	72	71	72	61
Clientèle diverse	86	91	78	82	102	88	98	89	100	96	95
Total	5 809	6 224	6 596	6 586	6 705	6 868	7 235	7 250	7 475	7 656	8 154

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 510	2 852	3 011	3 027	3 067	3 148	3 297	3 359	3 447	3 523	3 674
(dt) Consommation	953	1 068	1 122	1 115	1 125	1 148	1 220	1 236	1 278	1 284	1 313
(dt) Crédits à l'habitat	1 429	1 524	1 673	1 700	1 735	1 788	1 869	1 904	1 956	2 044	2 073
Entrepreneurs individuels	727	692	734	717	718	735	788	797	808	850	888
(dt) Exploitation	107	121	121	116	118	126	128	137	137	139	148
(dt) Investissement	227	227	230	229	214	213	217	207	220	227	222
Sociétés non financières	2 204	2 262	2 407	2 418	2 451	2 533	2 662	2 614	2 714	2 771	3 030
(dt) Exploitation	731	723	715	685	676	692	742	703	723	726	765
(dt) Investissement	1 034	1 054	1 134	1 142	1 177	1 237	1 281	1 275	1 307	1 337	1 514
(dt) Crédits à l'habitat	169	201	237	243	250	262	285	297	310	330	363
Sociétés d'assurance	14	29	1	1	1	1	1	12	5	14	1
Administrations privées	31	30	40	33	35	38	49	40	42	37	36
Administrations publiques	230	258	312	296	319	305	320	316	334	337	387
Adm. de Sécurité Sociale	7	10	13	13	12	20	20	25	25	28	43
Clientèle diverse	86	91	78	82	102	88	98	89	100	96	95
Total	5 809	6 224	6 596	6 586	6 705	6 868	7 235	7 250	7 475	7 656	8 154

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit non installés localement

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	42	49	51	54	46	51	59	49	54	50	51
(dt) Ventes à tempérament	13	14	15	16	16	17	18	18	18	19	0
(dt) Prêts personnels	28	30	28	27	27	27	28	27	27	27	0
Créances commerc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'équip.	793	767	706	735	721	746	752	730	697	690	742
Crédits à l'habitat	1 936	2 001	2 036	2 056	2 053	2 063	2 074	2 078	2 086	2 090	2 037
(dt) Prêts d'épargne log.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Prêts à taux zéro	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses brutes	37	36	22	22	25	23	23	20	35	31	26
Cptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédit bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres crédits	32	27	21	21	20	19	17	17	15	14	13
Total	2 839	2 880	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894	2 886	2 875	2 869

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04	12-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	268	289	309	313	318	324	333	337	339	342	278
(dt) Consommation	42	44	43	43	43	44	45	45	46	47	48
(dt) Crédits à l'habitat	217	234	256	260	264	270	278	281	284	286	225
Entrepreneurs individuels	6	6	5	4	4	4	4	4	5	5	3
(dt) Exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
(dt) Investissement	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières	1 726	1 762	1 759	1 803	1 782	1 788	1 795	1 787	1 797	1 797	1 810
(dt) Exploitation	2	6	9	12	4	8	15	5	9	3	4
(dt) Investissement	29	22	31	53	49	46	43	45	39	41	39
(dt) Crédits à l'habitat	1 677	1 716	1 714	1 731	1 720	1 728	1 732	1 735	1 741	1 747	1 758
Sociétés d'assurance	0	0	2	2	2	2	2	2	0	0	0
Administrations privées	7	6	6	6	5	5	6	6	6	6	0
Administrations publiques	791	776	721	724	718	734	741	717	696	684	778
Adm. de Sécurité Sociale	42	40	34	37	37	44	45	41	44	42	0
Total	2 839	2 880	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894	2 886	2 875	2 869

1. L'évolution financière

1.4 Position extérieure nette du système bancaire local

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

Le système bancaire réunionnais, dont les ressources locales ne sont pas suffisantes en regard du niveau des crédits octroyés, est dans l'obligation de trouver des financements extérieurs, ce qui se traduit par une **position extérieure nette structurellement déficitaire**. Le recours indirect au marché interbancaire métropolitain est de surcroît impératif pour certains établissements (les sociétés financières et les institutions financières spécialisées) qui ne peuvent légalement collecter des dépôts à vue auprès du public.

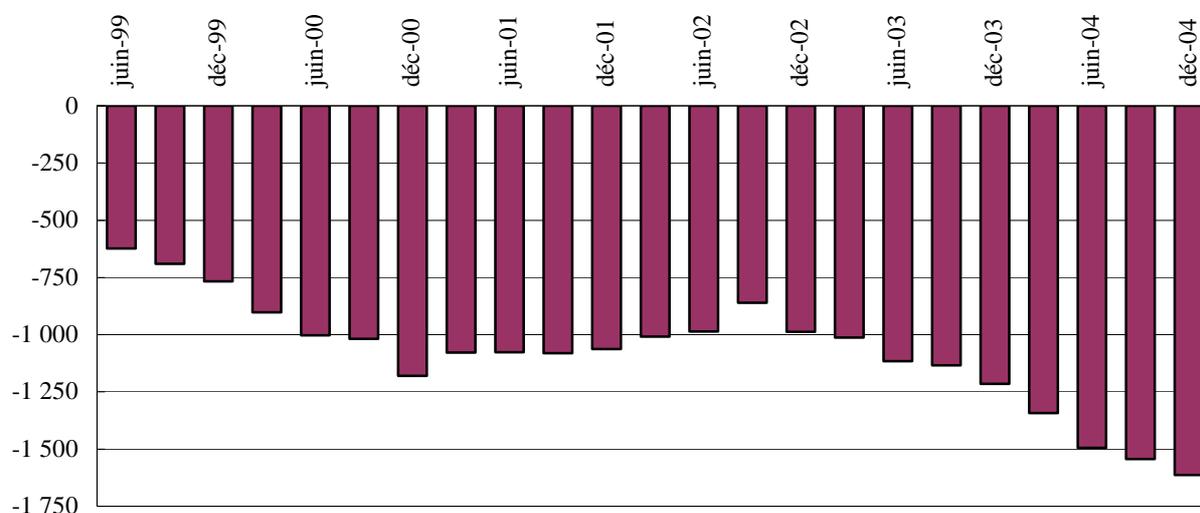
Au quatrième trimestre 2004, la dégradation de la position extérieure nette des établissements de crédit locaux s'est poursuivie, atteignant - 1.613 millions d'€ contre - 1 544 millions d'€ en septembre 2004 et - 1 368 millions d'€ en décembre 2003. Cette tendance continue à la baisse depuis septembre 2002 résulte à la fois de la progression des encours de crédits, mais aussi de celle de l'épargne boursière qui est gérée hors du département (OPCVM, actions et obligations). Le déficit extérieur du système bancaire local représente 19,8 % du total des concours consentis par les établissements locaux aux agents économiques réunionnais au 31 décembre 2004 contre 20,3 % à la fin du trimestre précédent.

Avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (A)		Engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
déc-03	déc-04	déc-03	déc-04	déc-03	déc-04

En millions d'euros	1 258	1 655	2 626	3 268	-1 368	-1 613
---------------------	-------	-------	-------	-------	--------	--------

millions d'€

Position nette extérieure



1. L'évolution financière

1.5 Equilibre entre épargne et crédits par agents économiques

Les établissements de crédit locaux collectent un peu moins d'épargne (7,8 milliards d'€ à fin décembre 2004, portefeuille titres et assurance-vie inclus) qu'ils ne distribuent de crédits (8,2 milliards d'€). Cette situation varie toutefois selon les agents économiques considérés. Les particuliers, les administrations privées (associations notamment) et les sociétés d'assurance présentent des soldes 'collecte - concours' excédentaires. A l'inverse, les sociétés non financières, les entrepreneurs individuels et les administrations publiques sont emprunteuses nettes vis-à-vis du système bancaire local.

Le recours à l'emprunt, notamment pour le financement des investissements, a été particulièrement élevé en 2004 pour les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels, ce qui explique l'évolution des soldes pour ces agents économiques. En revanche, l'épargne nette des particuliers continue de progresser régulièrement, même si le rythme s'est ralenti depuis 2002. Il convient de noter que les crédits consentis par les établissements de crédit hors zone ne sont pas intégrés dans cette analyse.

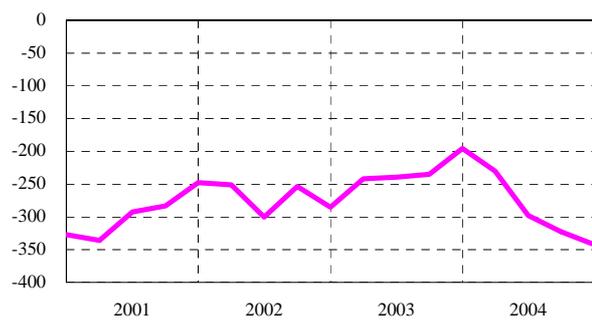
Evolution des soldes 'épargne-concours' par agents économiques

Différence entre l'épargne collectée totale et les encours de crédits consentis (par les EC locaux)

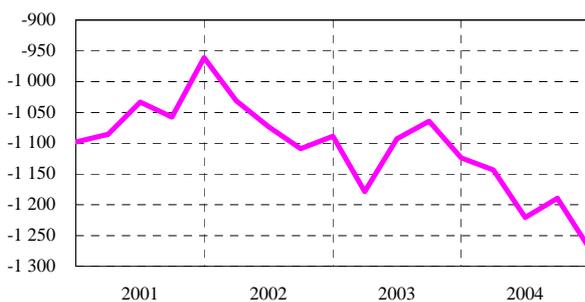
Particuliers (en millions d'€)



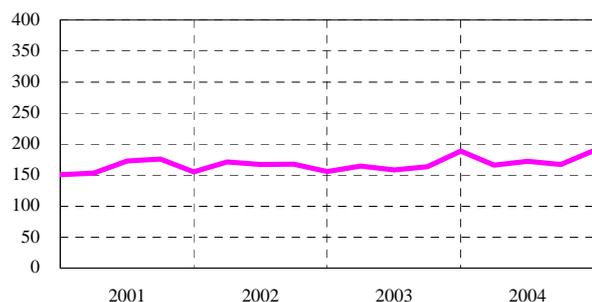
Entrepreneurs individuels (en millions d'€)



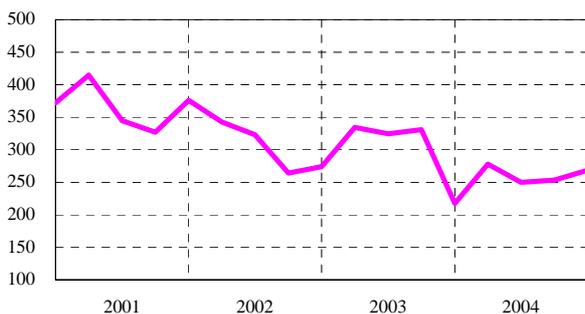
Sociétés non financières (en millions d'€)



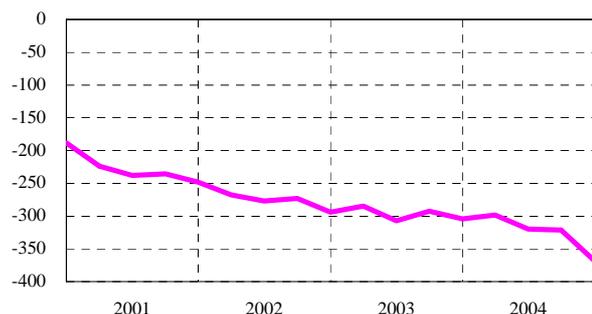
Sociétés d'assurance (en millions d'€)



Administrations privées (en millions d'€)



Administrations publiques et locales (en millions d'€)



2. Rappel des taux

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

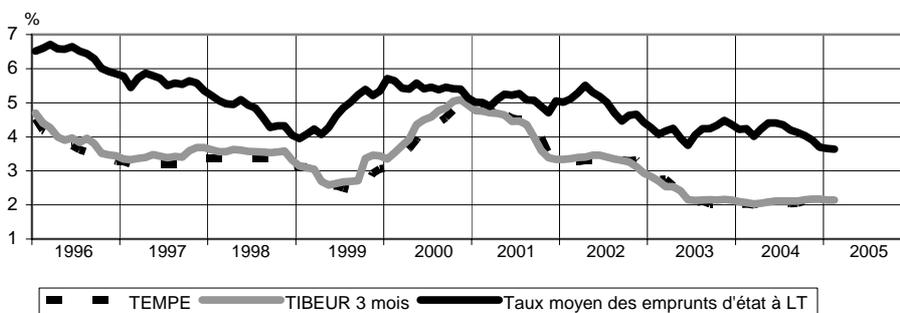
Les premiers mois de l'année 2005 n'ont enregistré aucune modification des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE). Ceux-ci demeurent inchangés depuis juin 2003 à 2,0 % pour le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (REPO), 3,0 % pour le taux de la facilité de prêt marginal et 1,0 % pour celui de la facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux du marché monétaire oscillent autour de 2 %, que ce soit au niveau de l'EONIA (taux moyen pondéré au jour le jour, déterminé par la BCE) ou des taux interbancaires à échéance d'un mois à douze mois (taux TIBEUR ou EURIBOR).

Les taux d'intérêt à long terme observés en Europe se sont inscrits en baisse sensible depuis le mois de juillet 2004 pour atteindre 3,64 % en février 2005 pour le TME (taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme). Ils demeurent légèrement inférieurs aux taux américains à long terme (écart d'environ 0,2 point).

	déc-97	déc-98	déc-99	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	janv-05	févr-05
Taux moyen pondéré en euros (TEMPE ou EONIA)	3,3750%	3,0927%	3,0635%	4,8494%	3,3752%	3,0971%	2,0558%	2,0442%	2,0794%	2,0582%
Taux interbancaire offert en euro (TIBEUR ou EURIBOR) - 3 mois	3,691%	3,323%	3,445%	4,933%	3,342%	2,942%	2,146%	2,174%	2,146%	2,138%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)	5,35%	4,05%	5,34%	5,14%	5,05%	4,43%	4,36%	3,70%	3,66%	3,64%

Evolution des principaux taux monétaires et obligataires



2.1.2 Taux de base bancaire

La baisse de 0,02 point du taux de base bancaire (TBB) pondéré des cinq banques locales observée en mars 2004, résulte uniquement de la réactualisation de la pondération, intervenant une fois par an au mois de mars. Cette pondération est calculée sur la base du total des opérations de crédits à la clientèle inscrites au bilan des établissements au 31 décembre. En réalité, le taux de référence de chaque banque est resté inchangé depuis décembre 2001. En métropole, le taux de base bancaire a suivi la même évolution et se situe à 6,60 %.

mars-97	mars-98	mars-99	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	sept-03	déc-03	déc-04	janv-05	févr-05
8,21%	8,05%	7,62%	7,10%	7,86%	7,62%	7,59%	7,59%	7,59%	7,57%	7,57%	7,57%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base des 5 banques locales (BFC-OI, BNP PARIBAS, BR, BRED-BP et CRCAMR) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines. Ce taux est appliqué aux créances légales et conventionnelles lorsque aucun autre taux n'a été fixé par écrit. Il est aussi utilisé lorsqu'un contrat stipule son application en cas de non exécution d'une obligation ou retard dans l'exécution de celle-ci (sommes dues, rééchelonnement d'échéances, condamnation d'une décision de justice, etc.). Le taux d'intérêt légal pour l'année 2005 a été fixé à 2,05 % par décret paru au Journal Officiel du 17 février 2005.

Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année
1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
10,26%	9,69%	10,40%	8,40%	5,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%

2.3 Taux de l'usure

La loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1^{er} août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale telle que les entrepreneurs individuels personnes physiques.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure applicable à compter de	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	juil-04	janv-05	avr-05
Prêts immobiliers								
- Prêts à taux fixe	8,24%	8,64%	9,28%	8,07%	7,59%	6,67%	6,63%	6,29%
- Prêts à taux variable	7,87%	8,07%	9,08%	8,00%	7,04%	5,88%	5,84%	5,69%
- Prêts relais	8,83%	8,99%	9,61%	8,40%	7,76%	6,72%	6,56%	6,20%
Autres prêts								
- Prêts < ou = à 1.524 euros *	17,49%	18,81%	20,83%	20,99%	21,79%	20,73%	19,45%	19,60%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros *	16,25%	16,05%	17,24%	17,20%	17,52%	16,64%	16,33%	16,53%
- Prêts personnels et autres prêts > à 1.524 euros	11,23%	11,23%	11,85%	10,92%	10,63%	9,07%	8,85%	8,87%

* Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

2.3.2 Crédits aux entreprises

Seuils de l'usure	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	juil-04	janv-05	avr-05
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,91%	9,40%	10,35%	9,81%	9,29%	8,40%	8,47%	8,53%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,07%	7,48%	8,48%	7,45%	7,20%	6,00%	6,01%	5,79%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,00%	8,05%	8,88%	8,15%	7,68%	6,41%	6,65%	6,43%
- Découverts en compte *	12,27%	12,59%	12,92%	12,45%	11,55%	10,73%	11,71%	11,55%
- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	9,63%	9,91%	10,53%	10,59%	9,36%	7,73%	7,88%	7,67%

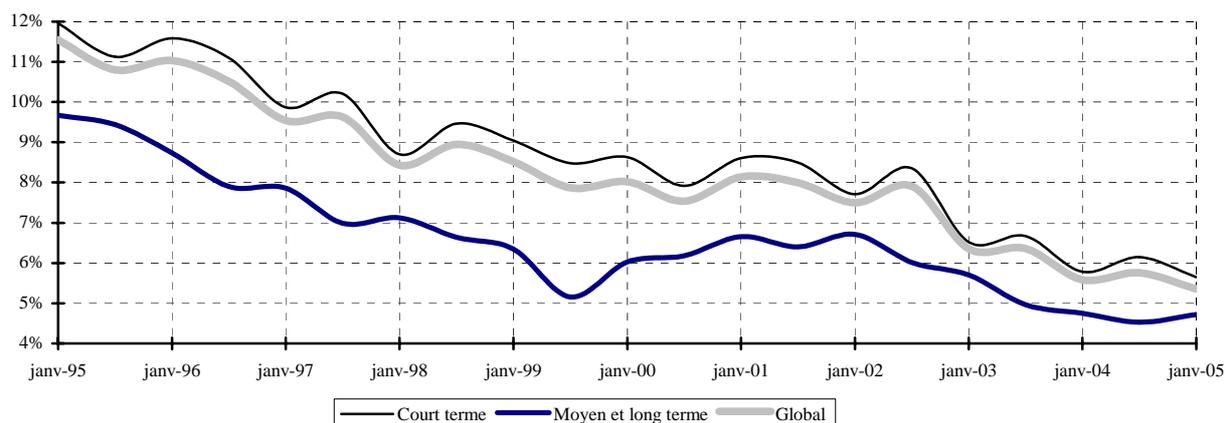
* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois (P.F.D.M.).

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises¹

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises dans le département réalisée en janvier 2005 fait ressortir une nouvelle diminution des conditions débitrices moyennes appliquées par les établissements bancaires réunionnais sur le deuxième semestre de l'année 2004, après le mouvement de hausse enregistré au semestre précédent.

Evolution du coût du crédit aux entreprises



Le taux moyen pondéré global (pour l'ensemble des crédits octroyés aux entreprises) s'établit à 5,36 % en janvier 2005, en baisse de 0,40 points par rapport au mois de juillet 2004. L'enquête a porté sur un échantillon de 984 observations (1.371 en juillet 2004) correspondant à un encours total de crédits octroyés de 108 millions d'€ (94 millions d'€ lors de l'enquête précédente).

	juil-00	janv-01	juil-01	janv-02	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04	janv-05
Taux moyen pondéré global	7,54%	8,14%	8,00%	7,50%	7,91%	6,36%	6,36%	5,59%	5,76%	5,36%

Le taux moyen pondéré des crédits à court terme diminue de 0,49 point entre janvier 2005 et juillet 2004 (contre une hausse de 0,37 point au semestre précédent), pour atteindre 5,65 % (contre 6,15 % en juillet 2004 et 5,78 % en janvier 2004). Cette baisse concerne essentiellement les découverts en compte (- 1,51 point à 5,52 %) tandis que les taux appliqués aux opérations d'escompte commercial et aux autres crédits à court terme augmentent respectivement de 0,68 point et 0,47 point.

Inversement, le taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme, en baisse de 0,22 point entre janvier et juillet 2004, augmente de 0,20 point en janvier 2005 pour atteindre 4,72 % (contre 4,53 % en juillet 2004). Cette remontée des taux, conforme aux anticipations de remontée des taux longs obligataires, fait suite à plusieurs semestres consécutifs de diminution (depuis janvier 2002).

En métropole, l'évolution des conditions débitrices à fin octobre 2004, date de la dernière enquête publiée de la Banque de France, fait ressortir des taux en progression pour la majeure partie des catégories de crédits, mais qui demeurent inférieurs aux taux moyens observés à la Réunion (3,79 % pour l'escompte commercial, 4,14 % pour les découverts, 2,91 % pour les autres crédits à court terme et 3,46 % pour les crédits à moyen et long terme).

¹ Enquête semestrielle menée par l'IEDOM auprès des cinq banques locales (Bfcoi, Bnp Paribas, Br, Bred-Bp et Crcamr) pour la période du 1^{er} janvier au 31 janvier 2005.

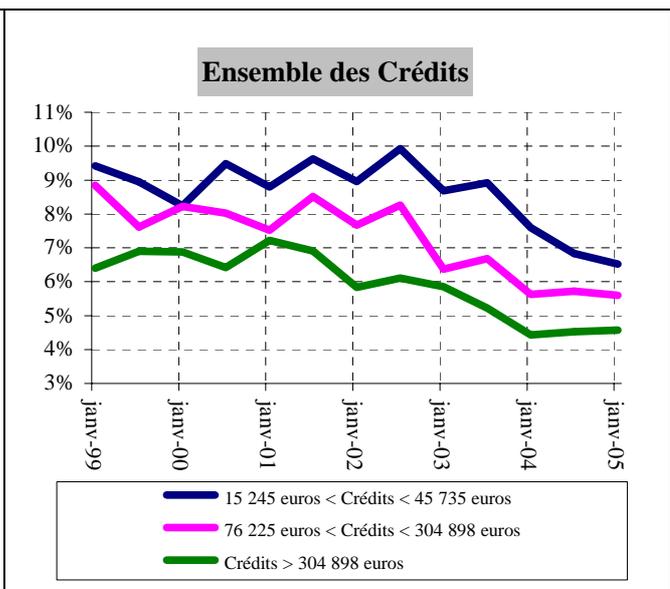
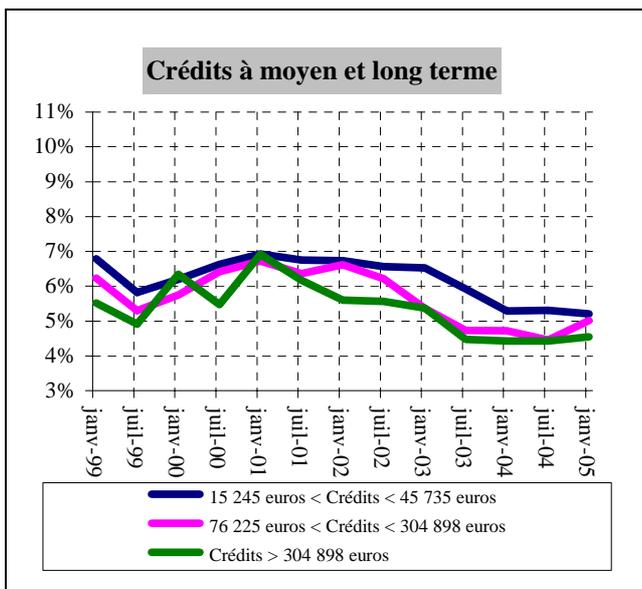
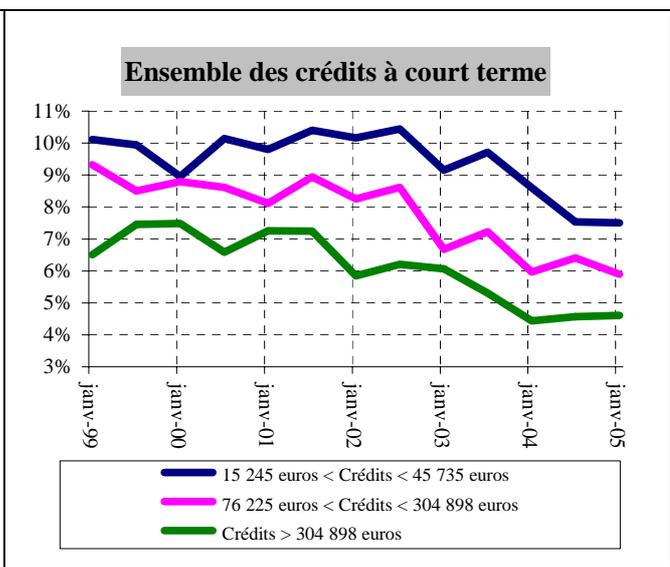
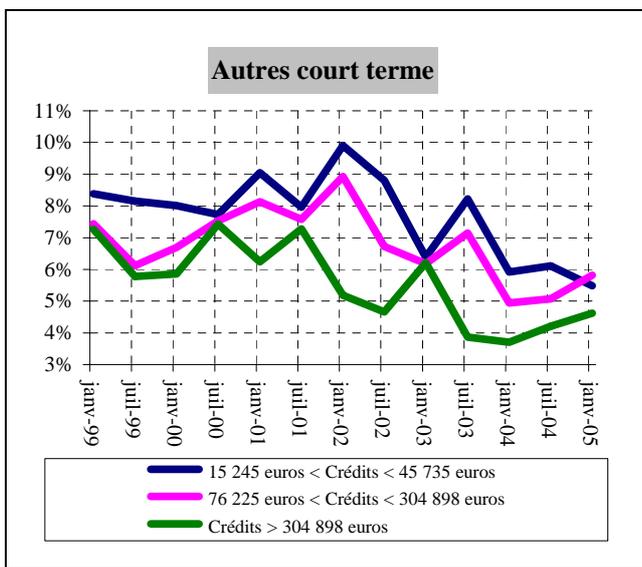
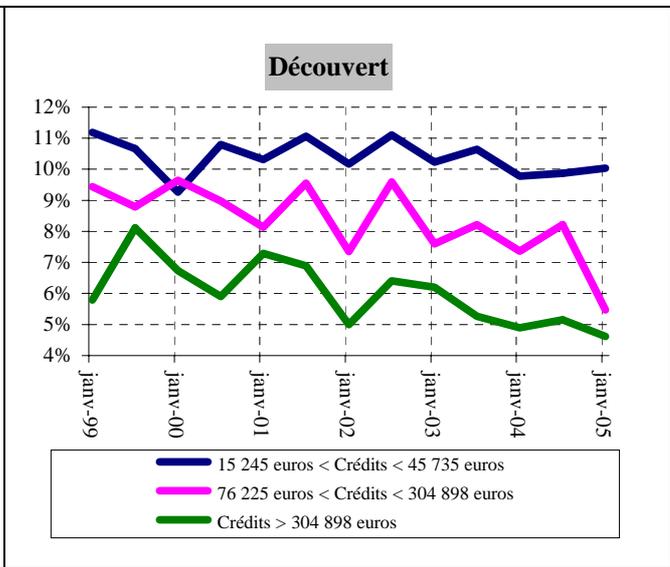
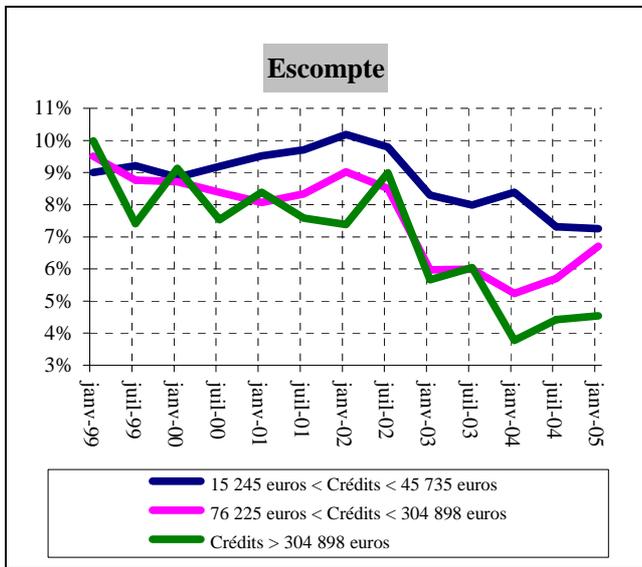
Taux moyens	01-01	07-01	01-02	07-02	01-03	07-03	01-04	07-04	01-05
Escompte									
. Réunion	8,76	8,39	7,90	9,39	6,40	6,34	5,58	5,30	5,98
. Métropole	6,13	5,90	5,14	5,11	4,82	4,14	4,18	3,63	3,79
<i>Ecart</i>	2,63	2,49	2,76	4,28	1,58	2,20	1,40	1,67	2,19
Découvert									
. Réunion	9,03	8,92	8,22	8,59	6,65	7,12	6,22	7,03	5,52
. Métropole	6,15	5,90	4,94	5,29	4,84	4,21	3,53	3,70	4,14
<i>Ecart</i>	2,88	3,02	3,28	3,30	1,81	2,91	2,69	3,33	1,38
Autres crédits à court terme									
. Réunion	7,05	7,48	5,94	6,15	6,32	5,37	4,23	5,02	5,49
. Métropole	5,33	5,22	4,11	4,11	3,88	3,44	3,17	3,13	2,91
<i>Ecart</i>	1,72	2,26	1,83	2,04	2,44	1,93	1,06	1,89	2,58
Crédits à moyen et long terme									
. Réunion	6,66	6,40	6,71	6,01	5,71	4,96	4,75	4,53	4,72
. Métropole	5,83	5,63	5,12	4,99	4,65	4,19	3,42	3,45	3,46
<i>Ecart</i>	0,83	0,77	1,59	1,02	1,06	0,77	1,33	1,08	1,26

Nota : Les derniers taux moyens disponibles pour la métropole (source Banque de France) correspondent à l'enquête d'octobre 2004.

Les écarts de taux avec la métropole se sont accentués pour les crédits à court terme, notamment l'escompte commercial (écart de 2,19 points) et les autres crédits à court terme (écart de 2,58 points). En revanche, l'écart de taux pour les découverts en compte se réduit à 1,38 point, conséquence d'une diminution de 1,51 point observée à la Réunion et d'une hausse de 0,44 point en métropole. Le différentiel de taux avec la métropole pour les crédits à moyen et long terme atteint 1,26 point. L'interprétation de ces écarts doit être nuancée car le montant moyen des concours qui composent l'échantillon étudié par la Banque de France est logiquement supérieur à celui de l'échantillon IEDOM, le tissu économique métropolitain comptant des entreprises de plus grande taille. En effet, la sensibilité des taux d'intérêts au montant est forte, avec des différences de plus de 3 points entre les crédits de moins de 15 000 euros et ceux de plus de 300 000 euros.

		Par tranches de montant en euros					Global (taux moyen)
		< 15 245	> 15 245 et < 45 735	> 45 735 et < 76 225	> 76 225 et < 304 898	> 304 898	
Escompte	Taux moyen	6,79%	7,25%	6,22%	6,71%	4,54%	5,98%
	Taux minimum	3,14%	3,31%	3,05%	3,05%	3,11%	
	Taux maximum	11,52%	9,31%	11,60%	10,10%	7,77%	
Découvert	Taux moyen	10,16%	10,03%	8,65%	5,47%	4,62%	5,52%
	Taux minimum	3,16%	3,41%	3,16%	3,16%	2,83%	
	Taux maximum	11,52%	11,71%	11,52%	11,52%	11,52%	
Autres court terme	Taux moyen	6,93%	5,48%	5,13%	5,82%	4,62%	5,49%
	Taux minimum	2,90%	3,17%	3,95%	3,10%	3,59%	
	Taux maximum	11,71%	11,71%	8,65%	11,40%	10,20%	
Moyen et long terme	Taux moyen	5,10%	5,21%	5,40%	5,01%	4,54%	4,72%
	Taux minimum	2,51%	2,43%	2,95%	2,99%	2,35%	
	Taux maximum	7,31%	13,30%	12,40%	12,50%	6,14%	
Taux global	Taux moyen	7,17%	6,52%	6,34%	5,60%	4,57%	5,36%
	Taux minimum	2,51%	2,43%	2,95%	2,99%	2,35%	
	Taux maximum	11,71%	13,30%	12,40%	12,50%	11,52%	

L'analyse des taux moyens pratiqués par tranches de montant des crédits accordés révèle que si les taux moyens pratiqués varient nettement selon la somme prêtée, les minima et maxima sont en revanche très proches, à l'exception des découverts en comptes supérieurs à 304 898 euros pour leurs taux maximums.



3. Monnaie Fiduciaire

3. Monnaie Fiduciaire

3.1 Emission de billets euros

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine, dans le cadre du système européen de banques centrales (SEBC ou "Eurosystème") depuis le passage à l'euro fiduciaire du 1^{er} janvier 2002.

Au 31 décembre 2004, l'émission nette cumulée de billets euros à la Réunion s'élève à 17,6 millions de billets (contre 15,0 millions de billets émis à fin septembre 2003), représentant une valeur totale de 955 millions d'€ (754 millions d'€ à fin décembre 2003), toutes coupures confondues.

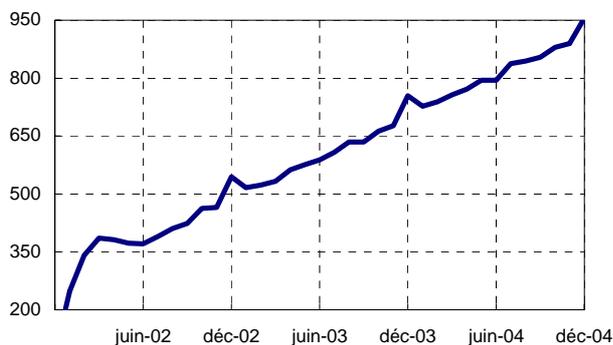
Progression annuelle du nombre de coupures en circulation à la Réunion (en nb et en %)

Coupures de		5 €		10 €		20 €		50 €		100 €		200 €		500 €	
Var. annuelle		en nb.	en %	en nb.	en %	en nb.	en %	en nb.	en %	en nb.	en %	en nb.	en %	en nb.	en %
Année	2003	73	7,2%	180	8,5%	-225	-5,1%	1 474	49,6%	862	53,2%	53	26,5%	84	53,1%
	2004	82	7,6%	139	6,1%	-89	-2,1%	1 613	36,3%	803	32,4%	45	17,9%	63	26,0%

Les coupures de valeur faciale élevée (de 50 € 100 € et 500 €) continuent de progresser rapidement en 2004, tandis que celles de 20 € diminuent de 2,1 % en 2004 (après - 5,1 % en 2003). La coupure de 50 € demeure la plus répandue (34,4 % du nombre total en décembre 2004 contre 23,8 % en décembre 2002) devant la coupure de 20 euros (23,2 % en décembre 2004 contre 35,4 % en décembre 2002).

Emissions nettes cumulées de billets (*)

en millions d'euros



Emissions nettes cumulées de billets

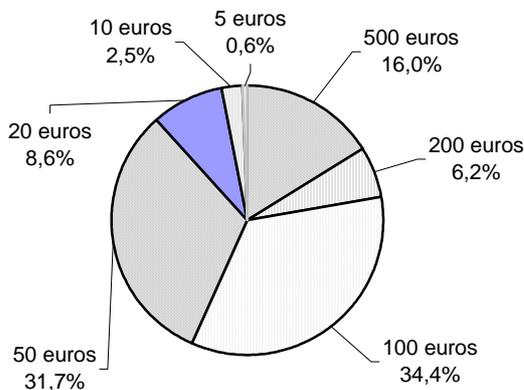
en milliers d'unités



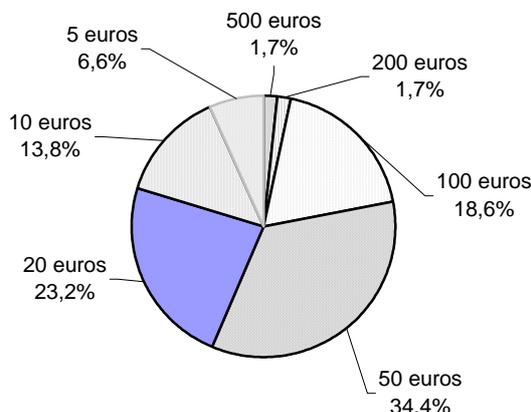
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin décembre 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité



3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

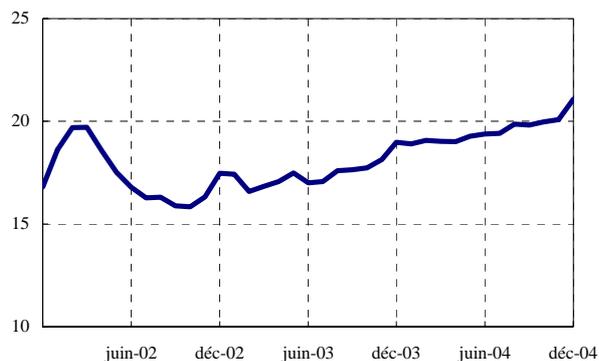
L'émission de **pièces métalliques en euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public.

A fin décembre 2004, l'émission nette de pièces euros s'élève à 116,9 millions d'unités pour une valeur de 21,1 millions d'€ Ce sont les pièces de 1 centime à 10 centimes qui progressent le plus rapidement en 2004, comme en 2003. En volume, elles représentent 79,1 % du nombre total de pièces en circulation au 31 décembre 2004 (contre 72,8 % en décembre 2002).

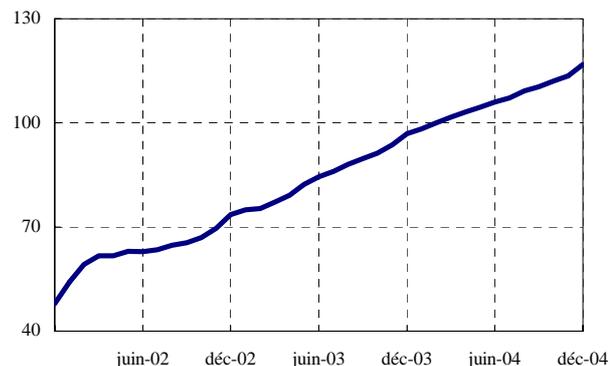
Progression annuelle du nombre de pièces en circulation à la Réunion (en nb et en %)

Coupures de		0,01 €		0,02 €		0,05 €		0,10 €		0,20 €		0,50 €		1 €		2 €	
Var. annuelle		nb.	en %	nb.	en %	nb.	en %										
Année	2003	5,9	34,5%	8,2	47,7%	4,3	39,4%	1,8	21,2%	1,5	20,0%	0,7	15,4%	0,6	12,5%	0,7	18,5%
	2004	8,2	35,8%	6,6	26,0%	2,7	17,9%	1,7	16,1%	0,8	9,3%	-0,2	-3,3%	0,0	0,1%	0,4	8,4%

Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'euros



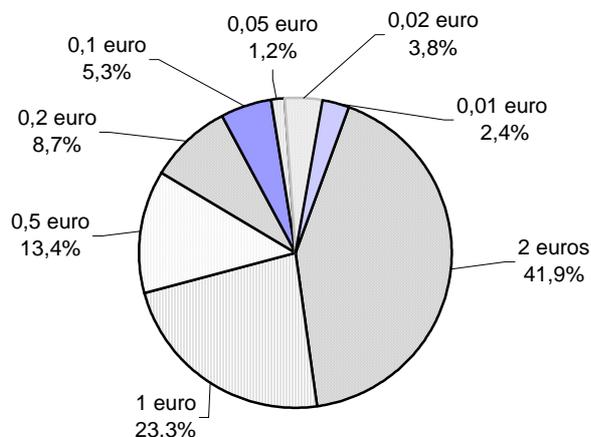
Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'unités



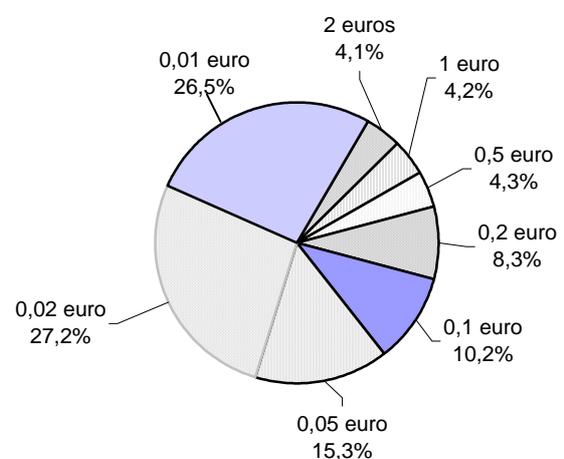
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin décembre 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité



Liste des publications

	Prix €
A. Publications périodiques	
- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les études sectorielles

- Le système productif dans les DOM 2000-2001	8,00
- Le BTP et le commerce dans les DOM 2000-2001	8,00

C. Les notes expresses

N° 22 – Evolution des importations de biens en Guyane	
N° 21 - Les défaillances d'entreprises à la Réunion en 2003	
N° 20 - L'octroi de mer et le financement des collectivités locales Guyanaise	
N° 19 - La formation du PNB des banques en Guyane	
N° 18 - La filière bois en Guyane	
N° 17 - Impact de l'Euro sur l'activité des changeurs manuels en Martinique	Gratuit
N° 16 - Le crédit aux entreprises et collectivités à la Réunion en 2003	
N° 15 - Le marché automobile à la Guadeloupe	
N° 14 - Les crédits accordés aux sociétés non financières à la Martinique de 1996 à 2002	
N° 13 - 1993-2002: 10 ans de financement bancaire des entreprises en Guyane	
N° 12 - Impact passage à l'euro sur l'activité des changeurs manuels en Guyane	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

<i>Parution</i>	<i>Intitulé</i>	
12/2004	La distribution automobile à la Réunion	
10/2004	L'activité bancaire dans les DOM en 2003 - Les conditions d'exploitation des banques locales – Le coût du crédit	
06/2004	Le secteur du rhum à la Martinique	
01/2004	Le tourisme à la Réunion	
12/2003	Les relations commerciales économiques et financières des DOM avec leur environnement régional	8,00
09/2003	Les conditions d'exploitation de l'activité bancaire. Le coût du crédit aux entreprises dans les DOM en 2002	
09/2003	L'activité bancaire dans les DOM en 2002	
09/2003	Le coût du crédit et les résultats des établissements de crédit dans les DOM à fin 2001	
09/2003	La coopération régionale à la Réunion - Enjeux économiques et réalité	
03/2003	Etude comparative des délais de paiement et du crédit inter-entreprises dans les DOM et en métropole	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

- Dépôt légal : n° 122- Quatrième trimestre 2004 -

Directeur de la publication : **A. VIENNEY**
Responsable de la rédaction : **H. DOGNIN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 14 avril 2005